

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

De la Condition de l'esclave
à Madagascar, comparée avec le droit
des autres sociétés esclavagistes

THÈSE

présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Droit de Montpellier

PAR

Rafaralahy RATSIMAMANGA

Licencié en Droit

Titulaire des Diplômes supérieurs de Droit Romain
et d'Histoire du Droit et de Droit Public

Docteur en Médecine

Diplômé de l'Institut d'Hygiène de l'Université
Titulaire du Certificat d'Aptitude de Médecin Sanitaire Maritime

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN DROIT
(Diplôme d'État)

MEMBRES DU JURY

MM. GUENOUN, professeur. *Président.*

MORIN, Doyen de la Faculté

PETRAU-GAY.

} *Suffragants*

MONTPELLIER
IMPRIMERIE MARI-LAVIT

1, Rue de Sauvages, 1

1933



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41555404_0058

De la CONDITION de L'ESCLAVE à MADAGASCAR

COMPAREE AVEC LE DROIT

DES AUTRES SOCIETES ESCLAVAGISTES

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

De la Condition de l'esclave
à Madagascar, comparée avec le droit
des autres sociétés esclavagistes

THÈSE

présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Droit de Montpellier

PAR

Rafaralahy RATSIMAMANGA

Licencié en Droit

Titulaire des Diplômes supérieurs de Droit Romain
et d'Histoire du Droit et de Droit Public

Docteur en Médecine

Diplômé de l'Institut d'Hygiène de l'Université
Titulaire du Certificat d'Aptitude de Médecin Sanitaire Maritime

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN DROIT
(Diplôme d'État)

MEMBRES DU JURY

MM. GUENOUN, professeur. *Président.*

MORIN, Doyen de la Faculté

PETRAU-GAY.

} *Suffragants*

MONTPELLIER
IMPRIMERIE MARI-LAVIT

1, Rue de Sauvages, 1

1933

FACULTÉ DE DROIT DE MONTPELLIER

MM.

VALERY, Correspondant de l'Institut, Doyen honoraire, professeur de Droit Commercial.

MOYE, Doyen honoraire, professeur de Droit International Public.

MORIN, Doyen, professeur de Droit Civil.

BECQUÉ, Assesseur, professeur de Droit Civil.

DE NESMES-DESMARETS, professeur de Droit Administratif.

ROCHE-AGUSSOL, professeur d'Economie Politique.

BOSC, professeur de Procédure Civile.

VIALLETON, professeur de Droit Civil.

GUENOUN, professeur de Droit Romain.

COURTIN, professeur d'Economie politique.

DUPEYROUX, professeur de Droit constitutionnel.

LÉGAL, professeur de Droit criminel.

PETRAU-GAY, Chargé de Cours d'Histoire du Droit.

DIJOL, Chargé de Cours de Capacité.

DONAT, Secrétaire.

ROCHETTE et DUBOIS, Secrétaires honoraires.

JURY

MM. GUENOUN, professeur, *Président*.

MORIN, professeur-Doyen.

PETRAU-GAY, professeur. { *Assesseurs*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions écrites dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



THESE DEDIEE

A MONSIEUR MARCEL OLIVIER

Gouverneur Général des Colonies

Commandeur de la Légion d'honneur

A MON JURY DE THESE

A MES PROFESSEURS

De la CONDITION de L'ESCLAVE à MADAGASCAR COMPAREE AVEC LE DROIT DES AUTRES SOCIÉTÉS ESCLAVAGISTES

AVERTISSEMENT

« S'il est vrai qu'un auteur puisse faire assez d'abstraction de lui-même pour ne laisser percer dans son œuvre aucun des traits de son caractère et de sa propre opinion, nous pensons avoir atteint aussi complètement que possible ce résultat. »

• G. JULIEN,

Gouverneur Général des Colonies,
Ancien Interprète Principal
du Gouvernement, à Madagascar,
Professeur à l'Ecole Coloniale.

Le présent essai n'est pas une étude de mœurs : le lecteur y cherchera vainement des récits pittoresques et inédits qui, certes, ont leur utilité, mais qui ne sauraient trouver place ici. Ne nous occupant que d'une Histoire du Droit privé, nous nous attacherons uniquement à dégager des mœurs et coutumes, les renseignements strictement utiles au juriste. Notre principal objectif sera atteint, lorsque ce dernier aura été informé des différences fondamentales qui séparent les autres institutions de celle qui fait particulière-

ment l'objet de notre travail, comme des affinités non moins étroites qui les rapprochent toutes les unes des autres. Il n'est, effectivement, pas tâche facile à quiconque voudrait poursuivre une recherche méthodique et rationnelle, de distinguer, dans la multitude des récits parus, lesquels, du reste, se contredisent mutuellement sur maintes questions capitales, les considérations présentant un réel intérêt juridique de celles qui ne méritent qu'une attention secondaire. C'est ce que nous nous efforcerons d'élucider, en étudiant la « Condition juridique de l'esclave à Madagascar ».

Pour cela, nous nous étions appliqué de notre mieux à donner les équivalents en français des termes et expressions juridiques du pays, tout en évitant de les confondre avec les autres maximes, adages ou proverbes ordinaires, qui n'ont aucun rapport avec le droit.

Enfin, nous terminerons cette étude à la date exacte de la promulgation du Code des 305 Articles, c'est-à-dire, bien avant l'occupation française. Ainsi notre travail aura le caractère historique que nous désirons.

Par ailleurs, ce travail, si modeste, n'en nécessita pas moins le groupement, la traduction et le contrôle de sources et de divers documents, dont la plupart, d'ailleurs, existent déjà dans des ouvrages de valeur indiscutable, tel par exemple le *Tantaran' Andriana* du R. P. CALLET, ancien missionnaire, catholique à Madagascar. Mais, combien notre étude fut rendue facile et agréable par la consultation de l'œuvre vraiment monumentale du Professeur G. JULIEN, dont le

souci d'authenticité rigoureuse n'a d'égal que l'esprit de science et de méthode ! Sa connaissance approfondie de la langue madécasse lui a permis de traiter son sujet avec une maîtrise et une autorité jamais égales et jamais contestées. On trouvera dans ses ouvrages une documentation véridique et touffue, des documents authentiques extraits des archives même de l'ancien gouvernement, des analyses judicieuses des faits, des commentaires juridiques des chroniques.

Tel est esquissé le bilan de notre travail. Il nous reste ici à remercier tous ceux qui, obligeamment, nous ont apporté leur concours, particulièrement M. M. RABÉ Joseph, Interprète Principal Honoraire de l'Administration coloniale à Madagascar et RAKOTOFIRINGA, dont la précision des renseignements qu'ils ont bien voulu nous fournir, a dépassé de beaucoup nos prévisions.

*Mais, de toute façon, si nous avons pu mener à bonne fin notre tâche, c'est grâce à la bienveillance et à la direction savante et éclairée de notre Maître et Président de Thèse, Monsieur le Professeur GUE-
NOUN, à qui nous adressons l'expressions de nos sentiments de gratitude*

PREAMBULE

L'esclavage à Madagascar est un fait social et mérite une étude sociologique. Mais, comme le titre de notre ouvrage l'indique, c'est en historien et en juriste que nous nous proposons de l'étudier.

Selon ELWAHED (*), l'esclavage peut être envisagé *d'un point de vue concret*, c'est-à-dire dans le sujet qui le subit, comme il peut être envisagé d'un point de vue abstrait, c'est-à-dire considéré en lui-même. Nous adopterons le premier point de vue et étudierons les questions suivantes :

I. — SOURCES DE L'ESCLAVAGE.

II. — CONDITION DE L'ESCLAVE.

III. — AFFRANCHISSEMENT ET CONDITION DE L'AFFRANCHI.

(*) Elwahed, *Théorie sociologique de l'esclavage*.

(**) Thèse Lettres, Paris, 1931, p. 4.

CHAPITRE PREMIER

DES SOURCES DE L'ESCLAVAGE

L'étude des Sources de l'esclavage est complexe.
Nous examinerons :

- I. L'esclavage ayant pour cause la naissance ;
- II. Les autres sources de l'esclavage.

I. -- NAISSANCE

SOMMAIRE : A Madagascar, comme dans toute société esclavagiste en général, le fait d'avoir une mère esclave est l'unique situation pouvant engendrer l'esclavage de naissance.

Le fait même que l'homme peut naître esclave, est un postulat admis par toutes les Sociétés esclavagistes. Les vaincus, réduits en servitude, voyaient leurs descendants subir leur condition : « *Nascuntur ex ancil-*

lis nostris », a dit Justinien. L'enfant suit la condition de sa mère. Chez les Anciens Hébreux, la naissance fut la cause unique de l'esclavage (1). A cet égard la législation hébraïque ne fit que consacrer la coutume des patriarches et codifier leurs mœurs (V. notamment GÉNÈSE, xxv, 5). Les institutions juridico-religieuses du Pentateuque établissent que l'homme naît dans la condition où se trouve sa mère, abstraction faite de celle du père, et de la qualité juridique de l'union dont il est issu. Le Livre de l'Alliance considère comme esclaves à perpétuité les enfants provenant de l'union d'un esclave hébreu à durée de servitude limitée, avec une esclave étrangère à durée de servitude illimitée (Voy. EXODE, xxi, 4). Toutefois, l'histoire légendaire rapporte que chez les Patriarches, les enfants des maîtres étaient regardés, dans certains cas comme libres, nonobstant la condition de leur mère, esclave. Ainsi, l'on remarque la possibilité pour l'épouse légitime du Patriarche de céder en quelque sorte son droit à son esclave femme. Exemple, c'est pour Sarah que l'esclave Agar conçut d'Abraham et enfanta Ismaël. De même Dan et Nephtali sont les enfants de Bilha, par son union avec Jacob, mais ces enfants sont censés être ceux de Rachel, avant que cette dernière enfantât Joseph et Benjamin (2). Et, quand Léa n'espérait plus d'enfants, elle s'enorgueillit encore de compter parmi les siens Gad et Aser, qui ne sont que les fils de Jacob et de son esclave-femme

(1) Cf., Elwahed, ouvrage cité, p. 19.

(2) Cours d'Histoire du Droit privé de M. Pétrau-Gay, sur le mariage, professé à Montpellier en 1931-1932.

Zilpa. Certains auteurs concluent de ce fait à une différence foncière entre les mœurs des premiers Juifs et les lois du Pentateuque, traduisant la pratique des époques postérieures imposant sans restriction aux enfants la condition servile de leur mère. Dans le même ordre d'idées, nous pouvons signaler le fait rapporté par Letourneau (3) (*La Sociologie d'après l'Ethnographie*, p. 478), lequel cite un passage de Prescott : *Conquest of Mexico*, où il est dit : « *les enfants des esclaves étaient nés libres : on ne naissait point esclave au Mexique* ». Le même fait est rapporté par Bancroft : *Native races of the Pacific States*, II, 221, cf. Westermarck, Traduction fr. de Godet, I, 677 (4). Elwahed conclut que, si ce fait est authentique, les anciens mexicains seraient les seuls chez qui l'esclavage de naissance n'existât point.

En Grèce, aux temps héroïques, il semble bien que les enfants suivent la condition voulue par le père (5). Ainsi, dans l'Iliade, Teucer, fils de Télamon et d'une captive, ne s'est jamais vu traiter comme esclave par son père ; les héros d'Homère ne connaissaient point la loi athénienne qui recherchait dans le citoyen la qualité de sa mère. Mais, là encore Wallon, citant des passages de Sophocle (*AJAX*, 494-497, C. od. xiv, 210) (6), dit que l'opinion publique était froissée par une origine si inférieure ; c'est ainsi qu'on s'explique la

(3) Cf. Elwahed, ouvrage cité, p. 24, note 3.

(4) Cf. Elwahed, ouvrage cité, p. 19, note 1.

(5) Wallon, *Histoire de l'Esclavage dans l'Antiquité*, 1847, tome I, page 69, 2^e paragraphe, in-fine.

(6) Wallon, même ouvrage, t. I, p. 69, note 4.

crainte de Tecmesse, esclave d'Ajax, devenue son épouse, d'être réduite en esclavage avec son fils, à la mort de son mari. De toute façon, en principe, l'esclave grec est, comme celui de partout, exclu des droits de mariage, de famille et de propriété : l'enfant, par conséquent, ne suit que la condition de la mère (Voy. Wallon, t. I, page 297).

A Rome, nous pouvons raisonner d'une manière identique : puisque le *contubernium* n'est qu'un pur état de fait, l'enfant naîtra esclave comme sa mère (7).

Aux Antilles, avant la promulgation du Code noir, tous les enfants suivaient la condition servile de leur mère (D'ailleurs les art. 9, 12 et 13 du Code Noir sont imbus des conceptions du Droit romain. Il suffit qu'un des conjoints soit esclave pour que l'enfant le devienne à la naissance).

Les sociétés musulmanes du Moyen Age, posaient un principe différent : tout enfant né de l'union du maître avec son esclave femme, était libre de droit (8).

Il n'en était pas de même dans l'Inde, où l'organisation des castes était loin d'améliorer le sort des enfants nés d'une mère esclave ; déjà, dans l'antique loi de Manou (9), Wallon a relevé ce fait que tout enfant né d'une femme esclave de la maison du maître, devient esclave.

Du droit de l'Inde, nous pouvons rapprocher le droit des peuples de l'Iran, Mèdes, Perses, à raison de

(7) *Inst.*, liv. I, tit. 3, § 4.

(8) Elwahed, loc. cit., page 34.

(9) Lois de Manou, VIII, 45, Traduction de Loiseleur Deslongchamps. Cf. Wallon, t. I, pp. 31 et suiv.

l'identité de leur structure sociale, et bien que l'institution de l'esclavage n'y soit pas très nette, puisque le Zend-avesta, le plus ancien monument de ces contrées, en parle à peine (10).

Rien ne nous permet d'affirmer qu'en Chine l'enfant né d'une esclave fût exonéré de la servitude, quoique dans ce pays la condition de l'homme en esclavage semble meilleure que partout ailleurs. La célèbre ordonnance des Hans, en 204 avant J.-C., n'y fait aucune allusion (Relevé par Wallon, dans le *Journal asiatique* de mars 1837, 3^e série, t. III, p. 279, cf. Wallon, *Hist. de l'esclavage*, t. I, p. 47).

En droit canonique, Saint Thomas d'Aquin (11), soutient que la Nature a établi des différences dans la capacité des hommes ; il existe des hommes esclaves par nature. Saint Thomas semble, par cela seul, nier toute liberté naturelle à l'enfant issu d'une femme en servitude. Nous trouvons cependant, chez les Casuistes, une velléité de réaction caractéristique. Ainsi l'Evêque de Nîmes, Fléchier, déclare que toutes les personnes devenues « serfs » par le seul fait que leur mère était esclave, doivent être reconnues libres, si telle est leur volonté (1). Par contre, le Jésuite Sanchez (1550-1610), remontant à la naissance servile du nègre en état d'esclavage, le considère comme un

(10) V. pour plus amples renseignements Wallon, t. I, pp. 45 et suiv.

11) Russell Parson Jameson, Montesquieu et l'Esclavage, Thèse de Lettres, Paris, 1911, page 115 et suiv., où l'auteur cite un opuscule de Saint-Thomas d'Aquin.

12) Russell Parson Jameson, p. 124, in-fine.

(13) Même référence, p. 129 et suiv.

esclave légitime. L'opinion de Germain Fromageau, Président du Tribunal de Conscience de la Sorbonne, est dans le même sens ; répondant à des questions posées, il écrit que l'achat des Nègres peut se faire en sûreté de conscience, si la provenance de l'esclave est *légitime* (13). Or, la première des légitimités en matière d'esclavage est la naissance.

Quelle est la place exacte du Droit malgache parmi les divers droits que nous venons d'analyser ? On peut affirmer que, jusqu'à la chute de la monarchie, il proclame le principe de l'esclavage de naissance. Cet esclavage est favorisé par la hiérarchie sociale, qui remonte à une date immémoriale et qui ne saurait trouver d'équivalent même dans l'Inde, par l'empreinte qu'a laissée le matriarcat, enfin par l'origine éminemment religieuse du droit de race (14).

Primitivement, les esclaves se recrutaient exclusivement parmi les castes *andevo* (mot qu'on a tendance à traduire invariablement par esclave, alors qu'il esclaves n'étaient que des choses enfants : des femmes désigne aussi un état de personne, un état-civil). Les esclaves n'étaient que des « choses ». Les enfants des femmes esclaves naissaient esclaves (15).

(14) Nous opposons le droit de race au droit royal. Les Kabary d'Andrianampoinimerina (Proclamations, ou mieux promulgations orales des Edits), peuvent contenir du droit de race, mais contiennent essentiellement du droit royal. Même remarque pour toutes les ordonnances postérieures désignées sous le nom de « Codes ».

(15) Le droit de vie et de mort fut prohibé par Andrianampoinimerina, l'organisateur de l'Emyrne (principale division de Madagascar au temps de la royauté et berceau de la mo-

Du temps d'Andrianampoinimerina (nous plaçons la date de l'avènement de ce roi en 1794, nous basant sur le voyage du premier européen, Mayeur, qui pénétra dans l'intérieur de l'île à cette époque. Cf. Julien, tome I, page 162), l'organisation des castes, telle que l'a laissée la dernière monarchie, était chose faite. Il est même permis de se demander si cette organisation n'avait pas existé déjà avant ce roi, à en juger par ce fait que, dans chacun de ses discours, en promulguant ses édits, il ne manque jamais de citer les noms de ses ancêtres, pour s'y référer. La classification des peuples suivant leur naissance en autant de « razana » (16), la prohibition absolue de se marier (17) entre « razana » différents, devaient renforcer encore le respect de la destinée réservée à l'enfant par l'accouchement.

Mais, si le principe restait immuable dans le temps et dans l'espace, son efficacité apparaissait de plus en plus douteuse dans le domaine de la pratique. Certes, des peines sévères étaient édictées contre quiconque

narchie). Mais ceci ne suffit point à prouver qu'il ait été le premier à proposer pareille réforme ; nous connaissons suffisamment les habitudes des monarques de l'Émyrne, qui aiment à faire leurs ordonnances de leurs prédécesseurs, sans oublier que le texte laissé par le chroniqueur peut contenir des omissions ou des erreurs, puisqu'il s'agit d'une loi essentiellement orale (Voy. Ny Kabary malagasy par W. E. Cousins, Antananarivo, 1871 ; broch. in-8° de 39 pages).

(1) Le mot « *razana* » est intermédiaire entre caste et race. Suivant la forme de la phrase, il peut signifier « ancêtre ».

(17) Collection n^{os} 340 et 341, manuscrits Julien, t. 2, p. 221 et 212.

Art. 5, 9 et 10, code 1828 ; crime, art. 5, code 1862, etc. Voy. plus loin.

oserait porter atteinte à la pureté du « razana » (mot déjà expliqué plus haut, qui a pour synonyme firazanana), par une union sacrilège (*fady*), que le strict droit civil ne reconnaissait pas. On affirmait bien que la dernière des races est celle des esclaves de toutes catégories. L'Edit d'Andrianampoinimerina (18) assimilait, dans certains cas, au crime d'inceste, l'union sacrilège (*fady*) pour la mieux réprimer (*mandrorona* ou, littéralement, coulant à pic, pour la classe supérieure, et *mananika andry malama*, ou grimper vainement une colonne glissante, pour la classe inférieure). On ne s'en trouvait pas moins en présence de faits auxquels il convenait de porter remède, sans pour cela abandonner le vieux fond du droit de Madagascar. C'est exactement dans ce sens qu'Andrianampoinimerina a pris des règles définissant le sort des enfants nés de telles unions.

A. — Au point de vue firazanana (mot traduit ci-dessus), quel que soit le rang de l'un des auteurs de l'enfant, fût-il noble, *l'enfant suit invariablement la pire condition* (Ce principe fut maintenu dans le dernier Code, voy. plus loin).

B. — Si la mère est esclave, l'enfant l'est en naissant, étant le fruit de la mère (*vokatra*), quel que soit le rang du père.

(18) Julien, T. I, 314. Principe de droit civil de date immémoriale. Rigoureusement repris ensuite. Art. 9 et 10 de l'Ordonnance de Rasoherimanjaka du 26 Adaoro (septembre

Art. 51, du premier Edit de Ranavalona II (ou code des 101 articles), du 18 alakarabo (février) 1868.

Art. 59, 60, 61, 63, etc.. du deuxième et dernier code (dit des 305 articles).

C. -- Si le père est le maître de l'esclave-mère, l'enfant naîtra encore rigoureusement esclave de son père, conformément au principe du droit civil. Mais cet enfant aura désormais un statut spécial. Il porte le nom de « *zana-tsindrano* » (ce mot n'a pas été traduit par M. Julien, Collection des manuscrits, n° 416, t. II, page 249, mais il signifie littéralement « enfant-sauterelle ») (19). Il pourra acquérir la qualité d'homme libre, moyennant une *double procédure très curieuse et introuvable ailleurs* : il s'agit d'un affranchissement spécial, qui sera suivi immédiatement, *à peine de nullité*, d'une adoption (Voir chapitre suivant pour les détails). Mais, il est utile de le rappeler, car beaucoup d'auteurs s'y trompent, au point de vue « *razana* », l'enfant n'accédera jamais au rang de son père (Voir le principe ci-dessus : A) (20). D'ailleurs, la pratique, bien avant la fameuse Loi d'organisation des races, a déjà classé les enfants nés dans des conditions analogues. On les a rangés dans une catégorie spéciale de « *razana* », intermédiaire entre le « *firazanana* » du « père supérieur » et celui de la « mère inférieure », respectant ainsi l'esprit du droit de race.

A cet égard, le droit madécasse ressemble à la Législation musulmane sous la dynastie des Omeiyades, en Orient, où les hommes d'une origine analogue ne jouis-

(19) Il a pour synonymes d'ailleurs « *Zanak' andrano* » ou fils de « maison », « *taiza* » ou celui qu'on élève, « *ompy* » (même sens à peu près).

(20) Les individus de *razana* « *tandonaka* » ne sont que les enfants (recueillis par le Roi) des parents tombés en servitude pour dette ; les dits enfants étaient libres en naissant, au point de vue de la servitude, mais, au point de vue *raazna*, ils restent perpétuellement « *tandonaka* ».

saient point, dans l'opinion de certaines collectivités arabes, de la même estime que les hommes d'origine purement libre. « On faisait même du mot qui les désignait Hadjin (métis), le synonyme de vil, bas, lâche, — sens que ce mot conserve toujours » (Elwahed, ouvrage cité, page 36).

Si, au contraire, on considère le cas des califes du Moyen Age, le droit de race à Madagascar s'oppose au droit musulman, selon lequel, si le père est le maître de l'esclave mère (et nous parlons ici d'une esclave intégrale, pure, une *alkine*), l'enfant naît libre de droit (21). Les califes vénérés du Moyen Age ne sont-ils pas eux-mêmes fils d'une *alkine* ?

Iazid Ibn Olwalid, calife omeyade ;

Ibrahim Ol'imam, calife abbasside ;

Haroun' Orrachid, calife abbasside ;

Almoktafi, calife abbasside ;

Almostancër, calife Fatimide ;

Abdorrahman' Oddâkhel, le sélèbre fondateur de la dynastie des Omeiyades, en Espagne ;

Mohamed Ibn Olhanafeya, le fils du quatrième calife Ali Ibn Ali Talib, et l'un des plus vénérés dans l'Islam (22) (Cf. Elwahed, p. 37 et suiv.).

(21) Le mariage d'une Alkine avec son Maître est légal. Par contre, à Madagascar, une telle union n'est point un mariage, mais un pur fait. C'est même un crime sévèrement prohibé.

(22) Pour Madagascar, l'esclave aurait pu se recruter plus tard dans n'importe quel « *razana* ». D'abord, il est un principe immuable, c'est l'interdiction absolue de réduire en esclavage, à peine de sacrilège, les Nobles, au-dessus de la classe

II. -- LES AUTRES SOURCES DE L'ESCLAVAGE

SOMMAIRE : Les situations génératrices de l'esclavage après la naissance, sont à peu près identiques partout.

Déjà l'Antiquité condamnait les mêmes sources d'esclavage désapprouvées par Madagascar, à savoir : le rapt, la puissance du père de famille, l'aliénation volontaire de la liberté et la condamnation judiciaire.

Wallon (ouvrage cité, t. I, p. 9), dit que l'esclavage est, en principe, une œuvre de violence. Quand on remonte aux origines des sociétés antiques, c'est le même fond qu'on retrouve sous toutes les formes qu'il a pu revêtir, loc. cit). Quelle que soit la rigueur primitive des rapports de l'enfant et du père, de la femme

Andriamasinavalona. Et encore, pour ces derniers, si le crime commis emporte la réduction en esclavage des membres de la famille du coupable, ils ne le subiront point, comme ceux des familles de bourgeois roturiers. (Voy. Instructions aux gouverneurs de 1828, Prologues, art. 1 ; Code Radama II, de 1861, Prologue, art. 1.).

Mais, dès 1863, le Code Rasoherina a aboli ces dispositions (Voy. Prologue, art. 1) ; désormais les familles d'un Andriamasinavalona seront assimilées purement et simplement à celles d'un roturier. Le code de 1868, dit des 101 articles, ne parle plus de distinctions. Mais il est important de noter qu'aucune des lois écrites n'osait porter atteinte aux prérogatives des Nobles supérieurs à la classe des Andriamasinavalona. Le dernier code, dit des 305 articles, déclare, au début de sa rédaction, que les lois pénales atteignent tout le peuple du royaume ; mais, dans ce code, figure le célèbre article 107., prohibant l'esclavage de l'homme libre (Voy. plus loin).

Nous verrons que l'individu tombé en esclavage, puis affranchi, ne reprendra pas son ancien rang, mais entrera dans un rang spécial, *plus bas*, à dénomination fortement pé-

et du mari, ces rapports ne constituent jamais pour la femme et pour l'enfant un esclavage. A l'origine, c'est le droit du vainqueur sur le vaincu qui crée l'esclavage. Nous exposerons donc, en une première section, comment d'homme libre on devient esclave par la violence. Dans une autre section, nous ferons l'étude des autres causes entraînant la perte de la liberté.

SECTION I

DE LA GUERRE

La loi hébraïque édicte qu'on doit tuer tous les hommes valides capturés au cours d'une guerre. Voyez, par exemple, Deutéronome, xx, 13, 14 : « Iahveh, ton Elohim, l'ayant livrée (la ville) entre tes mains, tu en frapperas tous les mâles du tranchant de l'épée, mais les femmes, les enfants, les bêtes et tout ce qui est dans la ville, tout son butin, tu le pilleras à ton profit ». Dans les anciennes sources hébraïques, il est question de plusieurs guerres soutenues victorieuse-

jorative (zazahova, olom-bery, tandonaka). Cela, d'ailleurs n'empêchera pas des hommes de ces catégories d'accéder aux plus hautes fonctions de l'Etat, à l'instar des Nobles.

Il est curieux de constater ainsi, en droit malgache, que des individus affranchis, et qui restent frappés de déchéances d'ordre privé, peuvent, néanmoins, parvenir à des fonctions publiques élevées (Nous citerons, en exemple, le cas des 14 honneurs attribués à un affranchi, dénommé le *Chef des Noirs*, sous la dernière monarchie de Madagascar, alors qu'on a vu, à la même époque, certains nobles n'avoir que deux honneurs).

•

ment par les Juifs, et, au cours desquelles aucun captif adulte mâle ne fut épargné (23).

Ainsi, lors de la guerre contre les Madianites, tous les mâles furent tués et les femmes et les enfants conduits à Moïse, qui ordonna le massacre de tous les petits enfants mâles et de toutes les femmes mariées. Il ne resta plus que 32 femmes vierges (Nombres xxxi, 1-19). De même David, après avoir pris Rabba, fit sortir tous les habitants, mit les mâles en pièces avec des scies, des herses de fer et des haches, et les fit passer par des fours à briques. Il traita de même toutes les villes des Ammonites (I Chroniques, xx, 3). Mais il n'en fut pas toujours de même : par exemple, il est dit dans Josué (ix, 18, 27), que les hommes de Guibéon furent épargnés et devinrent des espèces d'esclaves publics, employés comme porteurs d'eau et coupeurs de bois. D'ailleurs, il semble bien que le Code Sacerdotal ait aboli le Verset de Deutéronome exigeant le massacre des captifs males adultes et se soit contenté de les réduire en esclavage (Voir les versets 44-46 du Lévit, xxv) (24).

Quant à l'esclavage des israélites eux-mêmes, à la suite de leurs guerres civiles, il fut considéré par la Loi comme sacrilège. Il n'existe, en effet, qu'un seul récit où l'on nous parle clairement d'hébreux capturés dans une guerre civile et réduits en esclavage par leurs propres corréligionnaires. Dans II Chroniques, xxviii, 5-15, il est dit que le Roi d'Israël Pékach, après avoir défait l'armée d'Achaz, Roi de Juda, emmena

(23) Elwahed (ouvrage cité, page 41, 2^e paragraphe),

(24) Cf., Elwahed, même référence,

200.000 prisonniers pour en faire des esclaves. Et même dans ce récit, on ajoute que le Prophète Oled s'opposa à l'introduction dans la ville de Samarie de compatriotes réduits en servitude ; à la suite de ses remontrances, ils furent mis en liberté et Israël leur fit même de nombreux dons Si, donc, l'esclavage se réalisait chez les Juifs par tous les modes en usage parmi les nations, et notamment la guerre, la loi défendait l'asservissement des hommes du pays de Chanaan comme un danger (II PARAB., XXVIII, 8-16, cité par Wallon, T. I, p. 9, note 1). Dans toutes les autres guerres civiles, on ne nous parle, au contraire, que de massacres de prisonniers juifs, au lieu de réduction en esclavage : C'est ainsi qu'Israël, en guerre contre les Benjamites, réussit à prendre Guibéa et frappe toute la ville du tranchant de l'épée, puis il s'acharne sur les fuyards (JUGES, xx, 37-47), les poursuit et détruit tous ceux qui étaient sortis de la ville. Il n'est pas fait mention d'un seul prisonnier réduit en esclavage. Dans II Chroniques XIII, particulièrement verset 17, nous voyons le Roi Abija de Juda, qui bat le Roi d'Israël Jéroboam, et qui tue 500.000 hommes au lieu d'en faire des esclaves (25).

En droit musulman, la guerre est aussi une source légale d'esclavage. Le massacre des captifs reste également permis : Mahomet lui-même a mis à mort deux prisonniers de la bataille de Badre, et, quand les Juifs Banou Koraïdah capitulèrent devant l'armée du Prophète (an V de l'Hégire), l'arbitre Sa'ad Ibn Mo'adz prononça contre eux la peine de mort (CORAN, XXXIII,

(25) Cf. Elwahed, p. 42-43.

26-27). La razzia est d'ailleurs distinguée de la vraie guerre contre l'étranger, la seule qui comporte l'esclavage (26).

Aristote disait que l'art de la guerre est, en quelque sorte un moyen naturel d'acquérir, l'art de la chasse n'en étant qu'une partie. On fait usage de la guerre contre les hommes qui, nés pour obéir, refusent de se soumettre ; la nature elle-même trouve cette guerre légitime. La guerre de Troie et les plus anciennes guerres des Grecs sur les côtes de l'Asie et de la Thrace, avaient amené chez eux de nombreux captifs : la guerre contre ces peuples paraissait légitime à Aristote, dans le seul but de recruter des esclaves. Sans rappeler les peuples asservis à Sparte, il peut être intéressant d'indiquer que les Spartiates eux-mêmes servirent chez les Tégéates, chargés de chaînes qu'ils leurs destinaient (27) En Sicile., Hiéron, maître de Mégare hybléenne, en vendit la population pauvre hors du pays Puis vint la lutte contre les Perses et surtout la guerre de Péloponèse. Les Spartiates égorgèrent les habitants de Platée, qui s'étaient rendus à eux, et réduisirent les femmes en esclavage (28) ; même sort pour les habitants de Mélos, qui se rendent aux Athéniens (29). Toutefois, après la prise de Méthymne, ville du parti d'Athènes, les Alliés demandaient au général Callicratidas de leur en vendre les habitants. Celui-ci refusa, en déclarant qu'au-

(26) Cf. Elwahed, pages 113 et 266.

(27) Hérod, I, 66. Cf. Wallon, page 162, note 1.

(28) Thucyd, III, 68, cf. Dém. c. N., p. 1380. Cf. Wallon, I, p. 162, note 2.

(29) Xén. Hellen, II, II, 3. Cf. Wallon, I, p. 162, note 3.

cun Grec ne serait livré en servitude. Les philosophes essayèrent de s'inspirer de ces paroles et de les faire passer dans les mœurs. Ce fut, dit-on, la règle d'Épaminondas et de Pélopidas, dans la guerre qu'ils soutinrent pour l'indépendance et la suprématie de Thèbes. Ce principe est également soutenu par Platon, qui demande l'abolition du droit de réduire en esclavage les prisonniers faits de cité à cité. Les propos de Platon furent relevés inlassablement par les philosophes qui l'ont suivi, lesquels s'appliquent à les faire passer dans les Institutions helléniques. Tout porterait à croire que leur effort ne fut pas vain, à en juger par les tendances à rançonner ou à échanger les prisonniers grecs faits par des grecs, au lieu de les réduire en esclavage, et surtout à en juger par les conventions dans ce sens conclues par la plupart des cités entre elles. « En définitive, le droit de réduire en esclavage les prisonniers de guerre paraît ne recevoir la pleine sanction des institutions politiques et sociales des anciens grecs, que dans le cas où il s'exerce au détriment des races étrangères.

A Rome le droit conféré par la guerre était tellement légitime que personne ne songeait à le contester. Et même les consulaires romains, chargés de gouverner les colonies, ne se croyaient pas dépouillés par la paix du droit de la guerre ; ils estimaient qu'ils n'avaient plus besoin de la bataille pour envoyer à l'esclavage des sujets dans lesquels ils voyaient toujours des ennemis (30). Le prisonnier de guerre appartenait de plein droit au vainqueur. La guerre était

(30) Wallon, ouvrage cité, t. II, p. 41.

une source importante d'esclavage. Les Institutes de Justinien disent au Livre I, Titre 3, § 3 : «Les esclaves (*servi*) sont ainsi appelés de l'usage qu'ont les généraux de vendre les prisonniers et, par là, de les conserver (*servare*) au lieu de les tuer ; on les appelle aussi *mancipia*, parce qu'ils tombent dans les mains de l'ennemi». Dans la Rome primitive, l'usage était d'égorger les prisonniers adultes emmenés dans le camp du vainqueur. Après la défaite des Samnites, 4.000 prisonniers furent conduits au Champ de Mars, puis enfermés dans la Villa Publica, où des soldats envoyés exprès les égorgèrent ; les femmes et les enfants furent réduits en esclavage. Plus tard, on pratiqua largement la mise en esclavage des prisonniers de guerre.

Tite-Live rapporte (Liv. 45, Ch. 34), que, dans la seule Epire, Paul Emile réduisit en esclavage 150.000 hommes. Marius aurait capturé à Aix et à Verceil 90.000 Teutons et 60.000 Cimbres. Auguste fit 44.000 captifs dans les montagnes des Salasses (Strabon IV, 205). César aurait rendu esclaves un million d'hommes, au dire de Plutarque (cf. Wallon, ouvrage cité, t. II, p. 35). La prise de Jérusalem par Titus fit tomber en esclavage environ cent mille hommes, nous dit Flavius Josèphe (Bell. jud., VI, 9, 2). La conquête de la Syrie, de la Cilicie, de la Cappadoce aboutit à la mise en esclavage de nombreux vaincus (31).

L'Asie, dès les temps les plus reculés, se montre également esclavagiste. C'est là surtout qu'on voit

(31) Wallon, t. II, p. 41.

le mouvement des invasions renouveler la servitude politique, et raviver les sources de l'esclavage parmi les vaincus. En Chine, le signe « NOU », qui veut dire esclave, se retrouve, pour la première fois, sous les Tcheou, au XII^e siècle de notre ère (32). Ce signe désigne étymologiquement la « *servitude publique* », assurée en premier lieu *par les captifs*, ensuite par les condamnés.

Dans l'Inde, cet antique berceau des populations de l'Occident, l'esclavage n'aurait pas existé s'il fallait en croire Diodore : « Chez les Indiens, la Loi défend de faire qui que ce soit esclave... » (Diod. II, 39). Il ne faut pas attacher cependant trop d'importance à cette indication de l'historien grec. La Loi de Manou nous apprend, en effet, que l'on comptait, dans l'Inde, 7 espèces de serviteurs et qu'en premier lieu venait le captif fait dans une bataille (33) ?

Sur l'esclavage dérivant de la guerre chez les Nègres d'Afrique, on est mal renseigné. (Voy. Petherick, *Travels in Central Africa* II, 3 ; Ellis, *Ewe-Speaking peoples of the slave Coast*, p. 225 ; Elwahed, p. 100 et s.). Il est difficile de distinguer le recrutement des esclaves par la vraie guerre de celui qui résulte de la *razzia* ou du rapt dans des pays où l'esclave représente l'unité monétaire, où le condamné est vendu sans formalités, où les délits pouvant entraîner l'esclavage sont très nombreux (notamment le vol, l'adultère, la sorcellerie), où le trafic des esclaves est facile, où les négriers ont eu longtemps libre jeu (cf. Elwahed, p. 100 et s.).

(32) Wallon, t. I, p. 36.

(33) Wallon, t. I, p. 30-31.

Sur l'origine guerrière des premiers esclaves de Madagascar, il est difficile d'apporter des précisions, car nous nous trouvons devant des légendes contradictoires.

Il est à présumer, cependant, que, comme dans toute cité antique, les guerres intestines furent fréquentes à Madagascar (34). Les fossés entourant les ruines des vieux villages en sont un indice. Pareil état social ne pouvait que favoriser le rapt de l'homme. En Grèce, pendant longtemps, la piraterie ne fut pas distinguée de la guerre, et, aux temps héroïques, on la considérait même comme un métier honorable: Homère la glorifiait (35). A Madagascar, même aux temps fabuleux, aucune légende ne nous rapporte que la piraterie ait été tolérée.

A Rome, la traite était de pratique courante, bien que les lois la condamnassent (36).

(34) E. C. André : *Condition de l'Esclave dans la Société malgache* (Thèse droit, Aix, 1899, page 11), a écrit en malgache les lignes suivantes : *Tsy dia nisy taranak' andevo hatraminy ny voalohany tsiakory teto Madagascar, fa noho ny vaoaka niady antrano, izay resy dia nalaony andevo mpanompo.*

Nous traduirons ainsi : « Au début, il n'existait point, à Madagascar, des castes esclaves, mais, à raison des guerres intestines, les vainqueurs réduisirent en servitude ceux qui furent vaincus ».

(35) Ce n'est que vers le IV^e s. avant J.-C., qu'on a proscrit, en Grèce, la piraterie (Elwahed, page 66).

(36) Les pirates écumaient sans trêve la Méditerranée et approvisionnaient notamment le vaste marché de Délos.

Selon Plutarque, on vit même des Prêteurs, revêtus de leur robe de pourpre et accompagnés de leurs licteurs, enlevés par des pirates. (Cf. Wallon, t. II, p. 46).

A Madagascar, le rapt fut, de tout temps, condamné. On a fait un crime de ce qu'on appelle annihiler la personnalité juridique d'autrui » « homan' olompotsy », expression qui signifie littéralement « manger un homme blanc » ; il ne faut pas, d'ailleurs, voir dans ces mots une allusion à l'anthropophagie ; « manger un homme blanc » c'est détruire la personnalité juridique de l'homme libre, le blanc s'opposant à l'esclave qui est, en principe, de race nègre.

Si nous nous reportons au Kabary (37) du roi Andrianampoinimerina (que l'on a conservé par écrit), nous remarquons que, au lieu d'appliquer le talion, comme d'usage, le Roi a prévu la peine de mort contre les ravisseurs (« *Ny mangalatr' olona dia hovo-noina ho faty...* » (Voyez Julien, ouvrage cité, t. I, p. 264).

Nous traduirons ce texte ainsi : « *La peine de mort est prévue pour le vol de personne* ».

Les législateurs postérieurs ont, à leur tour, combattu le rapt :

I. — A l'Art. 2 de l'Instruction aux gouverneurs des provinces du 27 Adijady 1828, il est dit que le vol et le recel des personnes entraîneront la réduction en esclavage de la femme et des enfants du délinquant et, suivant le cas, la confiscation de ses biens.

II. — A l'Art. 2 du Code du 26 Adaoro (septembre) 1863, ce crime entraînera pour son auteur la

(37) *Kabary* (prononcer Cahbar), veut dire : « Proclamation publique des Edits et Ordonnances royaux, *promulgation du droit royal* ».

peine capitale ainsi que les mêmes peines prévues ci-dessus qui sont étendues aux recéleurs, trafiquants et autres personnes intéressées au rapt (38).

III. — L'Art. 8 du Code dit des 101 articles, en date du 18 Alakarabo 1868 (3 septembre), se contente, en matière de rapt, de frapper le coupable d'une condamnation aux fers à perpétuité ; la femme et les enfants ne sont l'objet d'aucune pénalité ; enfin, on ne confisque pas le bien du condamné.

IV. — Le dernier code, dit des 305 articles, promulgué le 29 mars 1881, applique au ravisseur la peine de 20 ans de fers et la confiscation de ses biens (art. 12).

Pour terminer ce chapitre, nous insisterons sur une considération, où nous nous trouvons n'être point d'accord avec certains auteurs (39).

Le roi Andrianampoinimerina et son successeur Radama I^{er}, au cours des guerres menées par eux contre certaines tribus de l'île de Madagascar, pour unifier politiquement le pays, ont toujours eu soin de ne

(38) Remarquons qu'avant le Code de 1863, un autre Roi, Radama II, avait, dans un Code, promulgué en 1862 et renfermant 50 articles, supprimé en toute matière, la peine de mort, et substitué à cette pénalité, la réduction en esclavage du coupable, de sa femme et de ses enfants, ou encore la mise aux fers (pour le rapt, voir spécialement l'article 2, paragraphe 2). Mais diverses réformes de Radama II déplurent aux dirigeants, qui le firent tuer. Et c'est ainsi que le Code de 1863 rétablit la peine de mort.

(39) Notamment, avec Ed. C. André (Thèse droit, Aix, 1899), qui écrit, page 17, troisième paragraphe : « Nous voyons enfin, qu'au XIX^e siècle c'est encore à la conquête que recoururent les tribus malgaches pour assurer le recrutement de l'esclavage ».

pas réduire en esclavage les populations vaincues. Cela résulte des documents émanant des Archives de l'Ancien Gouvernement et dont l'étude et la traduction ont été faites de manière précise par M. Julien, dans son important ouvrage *Institutions politiques et sociales de Madagascar*.

Nous avons également la preuve de ce que nous avançons dans le *Tantara Ny Andriana eto Imerina* (Histoire des Rois de l'Emyrne), ouvrage publié par le R. P. Callet, missionnaire catholique.

Les Monarques qui ont continué l'œuvre d'Andrianampoinimerina et de Radama I^{er}, n'ont point cessé de réitérer, dans leurs instructions aux gouverneurs des Provinces, d'être modérés vis-à-vis des populations provinciales. On a enjoint, notamment, aux gouverneurs, de réduire de moitié les sanctions pénales prévues par le droit commun, toutes les fois que les délinquants sont d'une race encore « à civiliser ».

Il n'est pas impossible que ce soit la vue d'un contingent imposant de *Tanindrana* (côtièrs), dont quelques-uns étaient enchaînés, lors de l'entrée triomphale de l'armée à Tananarive, après une expédition punitive, qui ait fait dire à certains auteurs non avertis, qu'au XIX^e siècle, la captivité de guerre était encore une source d'esclavage à Madagascar. En réalité, dans ce défilé de gens enchaînés, il devait y avoir des délinquants que l'on conduisait pour être jugés à la Cour Suprême et quelques esclaves héréditaires achetés par les officiers généraux à titre de souvenir. En somme, et nous tenons à l'affirmer, la législation de Madagascar, au moins depuis le règne d'Andrianampoinimerina (fin du 18^e siècle), interdit de réduire en esclavage les populations vaincues.

SECTION II

L'ESCLAVE JUDICIAIRE ET L'HOMME DEVENU ESCLAVE EN VERTU DES DISPOSITIONS PARTICULIERES DE LA LOI

De tout temps, les législations des pays esclavagistes ont prévu l'esclavage applicable à titre de peine. Ainsi l'Ancien Testament envisage la possibilité de vendre comme esclave le voleur condamné en justice, et qui est insolvable (Cf EXODE, XXII, 1-5). Le Talmud apporte quelques restrictions à cette loi, à raison de sa tendance réformatrice. Dans les trois grands codes hébraïques, Le Livre de l'Alliance, le Deutéronome et le Code Sacerdotal, il n'y a aucune loi explicite autorisant la vente du débiteur insolvable ; les textes recommandent, au contraire, aux créanciers, d'être charitables et miséricordieux envers leurs débiteurs (EXODE, XXII, 25-27) ; DEUT., XXIII, 19, et XXIV, 6 ; LÉVITIQUE, XXV, 35, 38). Mais, en dépit du silence de ces codes, on peut croire que l'esclavage du débiteur insolvable était pratiqué dans l'antiquité juive, ainsi qu'en témoignent d'autres sources hébraïques.

De même, de certains documents de l'antiquité hébraïque, on peut conclure que la réduction en esclavage de débiteurs insolubles, était de pratique fréquente. Ainsi, lorsqu'Amos prophétise la chute de Samarie (vers le VIII^e siècle avant J.-C.), il s'écrit :

« Ils ont vendu le pauvre pour une paire de sandales ». [c'est-à-dire pour une dette de faible valeur] (Amos, II, 6, et VIII, 6). De même, après que Néhémie eût ramené à Jérusalem les captifs de Babylone, de grandes plaintes furent élevées : « ... Et pourtant notre chair ressemble à la chair de nos frères ; nos enfants ressemblent à leurs enfants ; mais tout de même... quelques-unes de nos filles sont déjà en servitude, et nous n'avons pas de quoi les racheter, parce que nos terrains et nos vignobles ont été acquis par les autres » (Néh., V, 5).

Du temps du prophète Elisée (vers le IX^e siècle avant notre ère), il semble que le pouvoir du créancier de réduire en esclavage son débiteur, s'étende aux femmes et aux enfants (Voy. II, Rois IV, 1-7). « Une femme, épouse d'un fils de prophète, se plaignait à Elisée ainsi : ... mon mari est mort, mais, pourtant le créancier est venu pour prendre mes deux fils et pour en faire ses esclaves... ». Elisée constate la force de cette pratique des créanciers, et il conseille à la femme de vendre de l'huile qu'elle a chez elle pour payer le créancier, et de se contenter, pour son propre usage du peu d'huile qui restera.

A l'époque de Job, on prenait des gages sur le pauvre (Cf. Job, XXIV, 9 : « Et il arrache l'orphelin à la mamelle ! »).

Au commencement de l'ère chrétienne, nombreux sont les textes attestant la vente possible du débiteur insolvable et même de sa femme et de ses enfants. Le parabole de Jésus fait allusion à ces mœurs (Voyez Saint Mathieu, XVIII, 25., où il est dit qu'un maître

ordonna de vendre son serviteur et de vendre aussi sa femme et ses enfants.

D'autre part, nous constatons que la vente volontaire de soi-même est permise par la loi hébraïque. Cet usage est mentionné dans l'Ancien Testament : « Quand l'un de tes frères... se vend à toi... il te servira, etc... ». Cette pratique remonte très haut dans l'histoire d'Israël. Ainsi, le Code Sacerdotal (Voy. Lévit., xxv, 47), contient ce passage : « Si ton frère devient pauvre et se vend à l'étranger qui demeure chez toi..., etc. ». Dans le Lévit., xxxv et s., l'Exode, xxxv, 25 et s., xxiii, 11, le Deut., xxii, 17-19, nous voyons des règlements concernant l'accueil du malheureux sans asile, des mesures tendant à obvier à l'esclavage volontaire. Commentant les versets bibliques, les traditions talmudiques établissent que la femme ne peut pas aliéner sa liberté, même pour se procurer de quoi vivre.

Selon le prophète Jérémie, la défaite des dix tribus, réduites en captivité par les Assyriens, fut due à l'asservissement des nécessiteux par les riches : de là le pacte solennel du roi de Juda et du peuple de renvoyer les pauvres réduits en esclavage.

En ce qui concerne la vente par le père, nous voyons dans l'Exode qu'elle est possible à l'égard de la fille, à condition que l'acquéreur s'engage à l'épouser ou à la donner en mariage à son fils (Exode, xxi, 7-12).

Le Talmud exige, de plus, comme condition de validité de la vente de la fille, l'extrême pauvreté du père. Ces interdictions de la loi juive ne furent pas toujours observées dans la pratique. Ainsi, malgré

l'Écriture, des pères de famille seseraient arrogé le droit de vendre leurs enfants mâles (Voyez Esaïe, L, 1).

De toutes ces considérations, il résulte que, pour le père, le droit de vente se limite aux filles. Encore ne doit-il jamais la vendre comme esclave, mais seulement contre l'engagement de l'acquéreur d'épouser la fille vendue, ou de la faire épouser par son fils. Tel est du moins le droit. En fait, il a pu y avoir des ventes même d'enfants mâles ou des ventes de filles à titre d'esclaves. Mais cela était contraire aux institutions juridiques. (Voici la traduction du manuscrit Julien N° 345, Tome 2, p. 214 : « La femme pouvait être vendue par son mari à Madagascar, mais seulement en vue de mariage avec un autre homme, à condition expresse que celui-ci fût de même caste).

Quant à l'exposition (40 *bis*) des enfants, la législation talmudique est seule à s'en occuper. Le Pentateuque n'en parle point. Le Talmud édicte que celui qui trouve un enfant, s'il veut en faire un esclave, doit s'assurer qu'il est d'origine païenne, et proclamer, en pratiquant sur lui la circoncision, sa volonté cP.a5 hu cmfh sdr cmf vbg cmf vbg cmfh vbgk xz de le traiter en esclave.

L'Ancien Testament condamne sévèrement l'esclavage consécutif au rapt. Le livre de l'Alliance prescrit même la peine de mort comme sanction (41). Le Tal-

(40 *bis*) Pour référence plus complète, voir aussi Cours de Droit administratif du Pr. DENESME-DESMARRÊT « *Historique des Enfants abandonnés et exposés dans l'Antiquité* », professé à la Faculté de Droit de Montpellier en 1850.

(41) EXODE XXI, 16 ; Dent, XXIV, 7 ; EXODE, XX, 13.

mud, malgré les nombreuses conditions qu'il met à l'application de la peine capitale, n'en condamne pas moins le rapt.

De toute cette étude des situations qui peuvent engendrer, chez les Hébreux, l'esclavage postérieur à la naissance, nous pouvons conclure qu'une seule reçoit la pleine sanction du législateur : la situation de l'ennemi prisonnier de guerre. Les autres modes de recrutement des esclaves sont combattus par la Loi (42).

Dans la Grèce antique, avant Solon (44), il était possible de vendre, après jugement, comme esclave, le débiteur insolvable, *mais hors de l'Attique*. Solon abolit cette contrainte par corps, par faveur pour la liberté (Wallon, p. 160 et s.). En Lycie, la sanction normale du vol était l'esclavage. A Halicarnasse, le sacrilège était puni de la perte de la liberté, si le coupable ne pouvait pas payer une amende de 10 statères au profit du temple d'Apollon. Les récits mythologiques nous montrent la peine de l'esclavage appliquée à des meurtriers. Ainsi, lorsque Hercule, souillé du sang des siens, vient demander l'expiation aux autels d'Apollon, c'est l'esclavage que le dieu lui impose (44). Les métèques encourageaient toujours, à Athènes, la peine de l'esclavage, quand ils manquaient aux obligations de leur état, ou quand ils s'introduisaient frauduleusement dans la famille d'un citoyen par le mariage (45). Mais, à la fin de la guerre de Pélopo-

(42) Sur toute cette question de l'esclavage postérieur à la naissance en Droit hébraïque, cf. Elwahed, ouvrage cité, p. 40 à 60.

(43) Plut. Solon, 13 ; cf. Wallon, I, p. 160, note 3.

(44) Cf. Elwahed, ouvrage cité, p. 69.

(45) Cf. Wallon, t. I, p. 160.

nèse, on cessa d'infliger l'esclavage aux métèques, dont les Athéniens firent de nouveaux citoyens, pour réparer leurs pertes (46). La vente de soi-même était difficilement tolérée par la loi et par les mœurs en Grèce. On n'était pas plus favorable à la vente d'un enfant par son père. Quant à l'exposition, la loi spartiate l'ordonnait au père pour les enfants difformes et maladifs, sous la condition préalable d'une expertise par cinq voisins. Les enfants exposés, s'ils étaient recueillis, au lieu de périr, ne devenaient pas, d'ailleurs de véritables esclaves (47).

En droit musulman, quatre dispositions fondamentales, postérieures au premier siècle de l'Hégire, garantissaient aux personnes leur liberté : l'état civil ne pouvait pas être modifié par le rapt ; l'état d'homme libre était proclamé imprescriptible ; toute renonciation à la liberté était nulle et non avenue ; les tribunaux devaient statuer dans le sens de la liberté. Toutefois, la littérature arabe d'avant l'Islam, nous apprend que les razzias esclavagistes étaient fréquentes. Au temps de Mahomet, qui interdit, dans un de ses *Hadiths* (traditions orales), les razzias esclavagistes, nous avons encore la preuve d'un mal qu'il fallut combattre (48). L'ancien droit coutumier des Arabes anté-islamiques, autorise l'asservissement des débiteurs insolvables. Dans les premières années de l'Islam, cet usage persistait encore, puisque le Coran nous apprend que Mahomet lui-même, a vendu, pour dettes, un homme

(46) Voyez Elwahed, p. 70.

(47) Voyez Elwahed, p. 71-72.

(48) Cf. Elwahed, p. 113.

libre nommé Sarak (49). Mais déjà, les Hadiths, par voie d'interprétation large du Coran, essayent d'interdire la vente d'un homme libre (50). Il semble qu'en droit musulman, l'on est assez loin des causes habituelles de l'esclavage, comme le meurtre, le vol, l'union avec une esclave, l'adultère, la sorcellerie. Chacun de ces crimes a une sanction déterminée, mais qui n'est pas la perte de la liberté. Ainsi, le meurtre est puni de mort, le vol d'une peine qui peut aller jusqu'à la mise en croix (attaslib). L'adultère est châtié par des coups de fouet (50 à cent). L'union d'une femme libre avec son esclave, la prive du droit de se marier avec un homme libre ; mais elle ne devient pas esclave elle-même. Le sacrilège échappe aussi à la peine de la réduction en esclavage (51). Il est intéressant de noter ici la modification apportée à la Bible par le Coran, au sujet du sacrilège. Le Coran passe sous silence la condamnation prononcée contre Canaan à la suite du sacrilège de son père Cham envers Noé (Génèse, ix, 40-49) (*Maledictus Chanaan servus servorum erit fratribus suis*).

A Rome, dans le droit impérial, le voleur d'homme libre encourt la peine capitale. Mais, par la grâce du prince, il peut y échapper, et, alors, il est réduit en esclavage avec ses descendants ; cette peine s'étend même aux complices (Cf. Elwahed, p. 78 ; Wallon, t. III, p. 54). (Nous trouvons là une analogie frappante avec les lois écrites de Madagascar et notamment avec

(49) Coran, II, 278 et suiv.

(50) Elwahed, p. 120.

(51) Elwahed, page 115.

des Instructions adressées aux gouverneurs généraux des Provinces, du 27 Adijady 1828 Voy. Prologues).

La Loi des XII Tables réprimait le délit de *furtum manifestum* au moyen d'une peine corporelle. Le volé pouvait mettre à mort le voleur, s'il le surprenait la nuit, ou encore, si, surpris le jour, le voleur se servait d'une arme. En dehors de ces cas, le voleur pris en flagrant délit pouvait être battu de verges et, par une *addictio* du magistrat, attribué au volé. Celui-ci au bout de 60 jours, avait le droit de tuer le délinquant ou de le vendre comme esclave au-delà du Tibre (52).

A propos de la *Manus injectio*, la loi des XII Tables dit qu'elle est possible, en cas d'aveu ou de jugement, après un délai légal de trente jours (53) destiné à permettre au débiteur d'essayer de se procurer l'argent nécessaire au payement. S'il ne paye pas, le débiteur est conduit par son créancier au tribunal. Si, en présence du magistrat, il persiste à ne point payer, ou qu'un *vindex* n'intervienne pas en sa faveur, le débiteur, en vertu de l'*addictio* du magistrat, est attribué au créancier. Celui-ci peut l'enchaîner (Loi des XII Tables, T. III, paragraphe 3), soit avec un *nervus*, soit avec des *compedes*, pourvu que le poids n'en dépasse point 15 livres ; le poids des chaînes peut être moindre, si le créancier le veut (*aut si violet minore vincito*). Le créancier garde le débiteur dans sa prison durant un délai de soixante jours. Pendant ce

(52) Cours de Droit romain de deuxième année, professé en 1931-1932 par M. Guenoun, professeur à la Faculté de Droit de Montpellier. Cf. Girard, *Manuel de droit romain*, 8^e édition, p. 434.

(53) XII Tables, III, 1.

temps le débiteur conserve sa situation juridique antérieure (54). Il reste maître de son patrimoine. Il n'est pas esclave. Le créancier doit fournir au débiteur, **pour** sa nourriture, une livre de farine par jour; il peut, d'ailleurs, lui en donner davantage. Le débiteur, s'il le préfère, peut vivre à ses frais (*si volet suo vivito*, loi des XII Tables, T. III, paragraphe 4). Le débiteur peut aussi transiger avec son créancier (XII Tables, III, § 5). Ce dernier, d'autre part, est obligé, pendant le délai légal de soixante jours, de conduire le débiteur à trois marchés successifs et de proclamer le montant de la dette, de manière à faire surgir, si possible, un tiers qui la règlera (55).

A l'expiration des soixante jours, si la dette n'a pas été payée, le créancier a le droit de tuer le débiteur ou de le vendre *trans Tiberim* comme esclave (56). Quant aux personnes en puissance du débiteur, elles ne tombent pas au pouvoir du créancier, mais deviennent *sui juris* (57). En cas de pluralité de créanciers, la loi des XII Tables permet le partage du corps du débiteur, et elle ajoute que, si l'on a coupé plus ou moins, il n'y aura pas là une fraude

(54) Cours de Pandecte sur les *Legis actiones* professé par M. Guenoux en 1931-1932 à la Faculté de Droit de Montpellier (Cf. Girard, Manuel, 8^e édit., p. 1044).

(55) On trouve une disposition analogue dans la loi salique 58 *de chrene cruda* (Cours d'histoire du droit public de M. Petrau-Gay, professé à la Faculté de Droit de Montpellier en 1931-1932. Cf. Girard, Manuel, p. 1044, n. 2).

(56) Le droit grec connaît aussi jusqu'à la réforme de Solon, la vente hors de l'Afrique du débiteur insolvable (Cf. Wallon, t. I, p. 160).

(57) Telle est, notamment, l'opinion de M. Guenoun dans son cours de Pandectes sur les *Legis actiones*.

(*Tertiis mundiis partis secanto : si plus minusve secuerunt, se [= sine] fraude esto*). On trouve dans les lois scandinaves des dispositions analogues permettant aux créanciers impayés d'évaluer les membres du débiteur et de les couper (58). S'ils le préfèrent, les créanciers peuvent procéder à la vente du débiteur comme esclave au-delà du Tibre ; ils n'ont qu'à céder leurs créances à l'un d'entre eux, qui fera la vente, puisque les XII Tables ne parlent que du cas de vente par un créancier (59). Une loi Poetelia Papiria, rendue en l'an 428 de Rome selon Tite-Live (VIII, 28), adoucit considérablement le système de l'exécution sur la personne. Ce fut, dit Tite-Live, une ère nouvelle de liberté pour la plèbe (*Eo anno plebi romanae velut aliud initium libertatis factum est quod necti desierunt*. Tite-Live VIII, 28 Cf. Wallon, tome II, p. 30, note 1). Tite-Live semble même dire que la contrainte par corps fut abolie. En vérité, il force ici la portée de la Loi, qui a seulement atténué le régime de la séquestration du débiteur, et qui a supprimé sa mise à mort et sa vente comme esclave (60). Signalons, également, la réforme de la loi Vallia, qui, entre le milieu du 6^e siècle et le premier tiers du 7^e siècle de Rome, a généralisé la *manus injectio pura*, permettant au débiteur d'être son propre *vindex*, sauf au cas de *judicatum* et au cas de *depensum* (61).

(58) Cf. Girard, Manuel, 8^e édit., p. 1044, n. 3.

(59) Cours de Pandectes de M. Guenoun sur les *Legis actiones*.

(60) Cours de Pandectes de M. Guenoun sur les *Legis actiones*. Cf. Girard, Manuel, 8^e édit., p. 1045.

(61) Voyez Girard, Manuel, p. 1046.

L'esclavage frappait aussi à Rome les insoumis, les citoyens qui se dérobaient au recensement ou qui refusaient de se rendre sous les drapeaux. « De même que l'homme, retenu dans une légitime servitude est affranchi du cens, de même, écrit Cicéron, celui qui, libre, se refuse au recensement, paraît avoir abdiqué sa liberté » (62).

Notons, d'autre part, en l'an 52 de l'ère chrétienne, la disposition du sénatus consulte claudien, aux termes duquel si, malgré la défense du maître d'un esclave, une femme libre a des relations avec cet esclave, elle est elle-même réduite en esclavage et tombe sous la puissance de ce maître (63).

Il peut être également intéressant d'observer que, chez les Romains primitifs, le *paterfamilias* avait le droit de manciper l'enfant, mais sur le territoire de Rome. Dès lors, l'enfant tombait, non pas en esclavage véritable, mais *in mancipio* (64). Sous l'Empire romain, les jurisconsultes limitent le droit de vendre l'enfant au cas où le père se trouve dans une misère extrême. L'empereur Constantin décide même que seuls les enfants nouveau-nés pourront être vendus ; et il ajoute que le père aura le droit de les racheter en restituant le prix ou en remettant un esclave d'une valeur égale au prix (65).

(62) Cicéron, *pro Cæcina*, 34 ; Cf. Wallon, tome II, p. 25, note 3.

(63) Voyez Girard, *Manuel*, 8^e édit., p. 112.

(64) Cf. Girard, *Manuel de droit roumain*, 8^e édit., p. 150. Et M. le Professeur Guenoun à son cours.

(65) Girard, *Manuel*, p. 153. Et M. le Professeur Guenoun à son cours.

Nous allons maintenant examiner les causes de l'esclavage postérieurement à la naissance dans le droit de Madagascar. Nous les envisagerons et dans l'ancien droit madécasse et dans les ordonnances des rois récents. Pour l'ancien droit, la recherche est délicate, à raison du caractère souvent fantaisiste des récits des chroniqueurs. Nous trouvons heureusement une documentation précieuse dans l'ouvrage fondamental du Professeur Julien, de l'Ecole Coloniale (66).

Vol. — A Madagascar, le vol de tout temps fut sévèrement réprimé. Il y avait un système de répression allant de la peine capitale jusqu'à des amendes légères. Ce qui doit particulièrement nous intéresser, c'est que le vol en droit madécasse, n'a jamais été sanctionné d'une manière directe par la perte de la liberté. Beaucoup d'auteurs s'y trompent. *Si la peine de l'esclavage est prononcée, elle est uniquement subsidiaire d'une peine pécuniaire.* Le voleur qui est condamné à payer une certaine somme et qui ne peut pas l'acquitter, est attribué au volé. *Mais, remarquons bien que ce n'est pas le vol qui engendre la perte de la liberté, c'est le non paiement.*

Meurtre. — Nous ferons à propos du meurtre une remarque analogue. Sa sanction normale est la mort. Mais au cas où on n'inflige pas la peine de mort, parce que le meurtre n'a pas été intentionnel (tsy niniana) ou parce que le coupable a pu se prévaloir d'un levenam-bola (mot expliqué plus loin), le Roi fixe alors lui-même une indemnité à verser aux

(66) G. Julien, *Institutions politiques et sociales de Madagascar*, 2 volumes, Paris, Guilmoto.

parents de la victime et perçoit un droit qu'on appelle « *vidin-doha* », ou « prix de la tête ». Ce n'est qu'en cas d'*insolvabilité* que le meurtrier est adjugé aux parents et réduit en esclavage.

Nous lisons dans la thèse de Ed. C. André (67), à la page 23, le passage en langue malgache : « *Ny diso amin'ny lalam-panjakana amin'ny heloka lehibe dia noverezina natao andevo* », dont nous donnons ici une traduction intégrale : « Ceux qui ont été fautifs vis-à-vis de la loi du royaume pour avoir commis un crime capital ont été réduits en esclavage ». Il est regrettable que M. André n'indique point la provenance de cette phrase, qui semble dire que l'esclavage est une sanction directe du meurtre. Nous ne croyons pas pouvoir retenir cette indication en face des documents qui nous montrent clairement que la réduction en esclavage est seulement la conséquence de l'insolvabilité du délinquant.

Adultère. — Ici encore nous devons nettement indiquer que l'esclavage n'est pas une pénalité réprimant directement l'adultère. C'est la mise à mort qui est la sanction de l'adultère, en cas de flagrant délit : « *Que la mort soit le châtiment des coupables* » (Texte Julien, I, 323). Cette disposition vise seulement l'adultère de la femme, qui est punie, ainsi que son complice. Quant à l'adultère du mari, il n'est pas considéré comme un délit. Si l'adultère de la femme est simplement établi par preuve testimoniale, les deux

(67) Ed. C. André. *De la condition de l'esclave dans la Société malgache*, thèse droit, Aix, 1899.

complices paieront une amende au mari, dans la proportion d'un tiers à la charge de la femme et de deux tiers à la charge du complice (68). Le coupable peut devenir esclave, s'il ne paye pas l'amende. Mais la réduction en esclavage, ici également, n'est que la conséquence de l'insolvabilité. Elle n'est pas une sanction directe de l'adultère.

La femme épousant un esclave. — Tel mariage est ignoré du droit (Voy. Principe de séparation de castes). En vertu de la loi religieuse et de la loi pénale, la femme ayant *une union de fait* avec un esclave, encourt l'esclavage. L'union, même passagère, avec un « *bas razana* » (expression visant ici l'esclave), à l'instar de la bestialité et de toutes autres perversions sexuelles, fait encourir *ipso facto*, une déchéance. *Commettre un tel sacrilège a pour conséquence de faire tomber sous la puissance du maître de l'esclave.* Lorsque, plus tard, on a reconnu à l'esclave certains droits civils, on a posé en principe que le mariage d'une femme libre avec un esclave (prohibé) ferait tomber la femme elle-même en esclavage (69). Ces sanctions demeurant inefficaces le roi a édicté une peine plus sévère, la mort infligée à la femme libre et à l'esclave qui contractent l'union prohibée. « Si vous, adultes, vous contractez de telles unions, vous encourez la peine capitale ». (Cf. Julien, I, 214).

(68) Cf. Julien, I, 323.

(69) Mariage restant légal, mais ayant été contracté par fraude et dol, par exemple, par usurpation d'ascendance (crime puni par le droit royal, mais n'emportant pas la nullité du mariage).

Plus tard, le législateur malgache devait, pour réprimer ce délit, revenir à une sanction moins sévère et se contenter de la réduction en esclavage, au lieu d'infliger la peine de mort.

L'art. 5 des Instructions aux Gouverneurs des provinces, du 27 adijady 1828 (70), prévoit l'esclavage pour quiconque a une union, même passagère, avec un ou une esclave (mandry amin' andevo). Notons que le législateur frappe ici, non seulement la femme libre qui s'unit à un esclave, mais aussi l'homme libre qui s'unit à une esclave.

L'art. 5 de l'ordonnance royale du 12 alahasaty (71) 1862, contient une disposition identique.

L'art. 5 du Code du 26 adaoro (septembre) 1863 (72) s'exprime de même.

L'art. 63 du Code des 305 articles, promulgué en 1881, a atténué les dispositions des codes antérieurs. Il a remplacé la réduction en esclavage par un simple emprisonnement : « Ceux qui auront des relations coupables dans d'autres castes, ou commettront l'inceste, seront punis, les hommes de huit mois de prison et les femmes de quatre mois de la même peine ». Le même article ajoute : « Ils seront, en outre, passibles des peines édictées par les usages des ancêtres ». Il s'agit là de pénalités coutumières consacrées dans chaque caste : par exemple on impose à la femme coupable l'obligation de faire abattre un ou plusieurs bœufs qu'elle doit offrir aux membres de sa caste. De

(70) Adijady (de l'arabe El djadi) Le Chevreau.

(71) Alahasaty (de l'arabe El asad) : Le Lion.

(72) Adaoro (de l'arabe Eth-thaour) : Le Taureau.

même, dans les circonstances graves, la femme peut recevoir un blâme public et être chassée de la caste dont elle faisait partie (73).

Le métèque manquant à ses obligations. — A Madagascar, l'étranger n'est pas traité autrement que tout sujet du royaume : il est soumis au droit commun. Il est considéré comme un homme libre. A ce principe formel, il y a cependant une exception : Tout nègre d'au delà du canal du Mozambique est, de plein droit considéré comme un esclave sauf s'il prouve sa qualité « d'homme libre ». Et, même s'il fait cette preuve, le *Masombika* (le nègre d'au-delà du Mozambique), tout en restant libre, est rangé dans une catégorie inférieure, celle des « *Razana andevo* », à la différence des autres étrangers qui sont classés d'office parmi les *olompotsy* (bourgeois). Madagascar, a de tout temps, respecté le rang social de l'étranger. Tout noble étranger, dès l'instant qu'il prouve son titre, a, de plein droit, toutes les prérogatives des nobles de Madagascar ayant le même rang.

L'usurpation des titres de noblesse est, d'ailleurs, sévèrement punie. Elle est assimilée au crime de *misando-drazana*, ou usurpation d'ascendants.

Notons, d'autre part, que l'étranger, à Madagascar, est exempté du service militaire et du paiement du *hasina* au souverain (le *hasina* est un droit d'origine religieuse que les sujets payent au Roi pour reconnaître sa sainteté).

(73) Voyez le Code des 305 articles, traduit et annoté par G Julien, Tananarive, 1932, p. 82, n° 3 (Ces précisions sont dues à l'obligeance de M. le Professeur Guenoun).

Désobéissance aux lois militaires. — Nous devons nous demander si celui qui désobéit aux lois militaires devient esclave. En vérité, l'esclavage n'est pas ici infligé directement. C'est une autre peine qui est encourue. Ainsi le déserteur est brûlé vif. Ceci s'exprime dans la maxime suivante : « *Aleo mandroso ho faty, to' izay miverin-komay !* » (« Mieux vaut se faire tuer en avançant (sous-entendu, en allant à la guerre), que de rebrousser chemin pour être brûlé »).

Le Roi Andrianampoinimena, en proclamant solennellement ce principe, n'a fait que consacrer un usage établi bien avant lui (74). De tout temps, à Madagascar, les déserteurs étaient brûlés vifs. Signalons, d'ailleurs, que, si le coupable justifie d'un *levenom-bola* (c'est-à-dire de services importants rendus à la Couronne), la peine pourra être commuée en une *amende* (le *vidin-doha*). Au cas de NON PAIEMENT DE CETTE AMENDE le délinquant deviendra un esclave. C'est ainsi d'une manière tout à fait indirecte que la réduction en esclavage peut frapper un déserteur.

(74) On peut présumer que, si le droit malgache de cette époque ne connaît pas la décapitation, c'est à raison du sentiment d'horreur qu'inspire la vue du sang versé. On retrouve ici ce qu'on appelle en chronographie le *tabou de sang*.

Lors de la construction du palais Bésakanao, des diseurs de bonne aventure avaient convaincu le roi Andriamasinavalona de la nécessité de faire un sacrifice humain. Un nommé Trimofoloalina s'offrit volontairement pour être égorgé. Le roi se contenta de lui faire une légère blessure à l'oreille et il le récompensa en lui accordant une immunité perpétuelle (Cf. Tantara ny Andriana, page 317 à 319). Au fond, Trimofoloalina devait penser que personne n'oserait l'égorger, par crainte de voir du sang couler.

Dans les lois postérieures au règne d'Andrianampoinimerina, la peine de l'esclavage n'est pas non plus envisagée en matière militaire : on prévoit notamment la marque au fer rouge du défaillant (75). Nous n'y insisterons pas.

LOIS RELIGIEUSES. — LE SACRILÈGE ET LE SORCIER

Certains législateurs, comme celui de la Grèce antique, punissaient d'esclavage les crimes de sacrilège et de sorcellerie.

D'après les récits d'explorateurs anglais, en droit nègre la sorcellerie et le sacrilège sont sanctionnés par la réduction du coupable en esclavage. Au contraire, à Madagascar, ces crimes, qui vont à l'encontre des lois religieuses, n'ont jamais été frappés de la peine de l'esclavage. Dans la rigueur des temps primitifs, ce fut ici la peine capitale que l'on appliqua. Plus tard on permit au coupable de racheter sa tête (*vidin-doha* = rachat de la tête), en obtenant la grâce du prince au cas de *levenam-bola* (76) (services excep-

(75) L'ensemble des lois militaires écrites de Madagascar s'appelle 'Orimbaton' ny foloalindahy (ou Monument des cent mille hommes). On y comprend les Codes de Radama II, de Ranavalona I, de Rasoherina et de Ranavalona III. M. Julien a recueilli et expliqué ces lois dans son magistral ouvrage, *Institutions politiques et sociales de Madagascar*, t. 2, p. 18 *in fine*.

(76) Cette expression signifie, dans la langue littéraire et courante, « de l'argent caché sous terre, pour être à l'abri de la vue de tout le monde ». Au cas de besoin, il suffit au propriétaire d'exhiber cet argent pour montrer qu'il est juridiquement l'expression, désigne une immunité grâce à laquelle on échappe à la mort en payant une amende.

tionnels rendus à la Couronne). Le bénéficiaire de cette grâce doit payer une amende. On peut également échapper à la peine de mort au cas de sacrilège ou de sorcellerie, si l'on a le « *Tsy maty manota* » (c'est-à-dire une immunité grâce à laquelle on est à l'abri de la peine capitale). Cette immunité est conférée à certaines familles, et elle est héréditaire. Si, à raison du *Tsy maty manota*, on évite la peine de mort, on doit, néanmoins, payer une amende. Ce n'est qu'au cas où le bénéficiaire du *levenam-bola* ou du *Tsy maty manota* ne payerait pas cette amende, qu'il serait réduit en esclavage.

Lois civiles. — Nous allons rechercher dans quelle mesure les lois civiles de Madagascar admettent l'esclavage. Demandons-nous d'abord, si un père peut vendre son enfant. En vérité, le père de famille malgache n'exerce pas un pouvoir aussi despotique que le *pater familias* de la Rome primitive. Il partage la puissance avec sa femme (tout au moins dans l'ancien droit). La vente de l'enfant n'est pas admise, du moins jusqu'au règne d'Andrianampoinimerina. Ni les fables ni les légendes n'y font allusion. Un fait exceptionnel mérite, cependant, d'être relaté : Lorsqu'au début du XVIII^e siècle le Roi Andriamasinavalona fut séquestré pendant 7 ans par son fils Andrianatompoinimerina, le peuple, qui aimait son roi, consentit à payer la rançon de 7.000 piastres exigée par le fils indigne. Chacun donna sa contribution selon ses possibilités et même certains, pour se procurer de l'argent, en vue de participer à la rançon, n'hésitèrent pas à *vendre leurs enfants*. La Chronique ajoute que, dans les ménages sans enfants, des hommes ven-

dirent leurs femmes ou *des femmes, leurs maris*, ce qui est un trait particulièrement piquant (Voy. le Tantara ny Andriand p. 310 et suiv.). Ce fait n'empêche pas le maintien du principe que la vente des enfants comme esclave est interdite.

Mais le roi Andrianampoinimerina, à la fin du XVIII^e siècle, apporta une dérogation législative notable : il permit aux parents de vendre comme esclaves *leurs enfants majeurs* dans le cas où ces derniers failliraient à leur devoir de respect et d'*obéissance*. (Cf. Julien ouvrage cité, T. I, p. 304). Par contre, s'il s'agissait simplement d'une marque d'irrespect d'un enfant vis-à-vis de son aîné, il n'encourait qu'une réparation pécuniaire (Voy. Julien, T. I, p. 305).

En ce qui concerne l'*Exposition* des enfants, le droit madécasse l'admet largement. C'est même un devoir imposé par le législateur aux parents, par exemple, ceux qui sont nés un certain jour du mois Alakaosy (voir le sens de ce mot plus haut). *Mais la condition juridique de l'enfant exposé qui a pu survivre est celle d'un homme libre*. (Cet enfant s'appelle terak' Alakaosy). Personne n'a le droit de réduire en esclavage les enfants exposés qu'on appelle aussi « *mahery vintana* » (expression qui signifie littéralement, celui qui a la forte chance ou le « bon destin », parce qu'il a survécu à l'épreuve de l'Exposition au lieu de périr).

Par contre, là où le droit madécasse admet pleinement l'esclavage, *c'est quand il dit que l'homme libre peut se vendre volontairement comme esclave*. Ceci s'oppose notamment au droit musulman qui ne permet pas que l'on aliène sa liberté.

A Madagascar, libre à chaque homme de se donner en esclavage, comme chez les anciens Hébreux, où la vente de soi-même était également pratiquée. D'ailleurs, ce qui est permis à l'homme ne l'est ni à la femme, ni à l'enfant, qui sont incapables, et, par là même, ne peuvent se vendre.

L'esclavage peut également résulter du fait de ne pas payer une amende substituée, comme mesure de grâce, à la peine capitale. Mais l'esclavage n'apparaît pas, nous l'avons vu, comme une pénalité directement infligée. C'est là une différence entre le droit madécasse et le droit des autres sociétés esclavagistes, qui ont établi une tarification des peines, où figure d'abord la mort, puis l'esclavage.

A Madagascar, le ravisseur, le voleur, le meurtrier, le réfractaire, le sacrilège, le sorcier, le perversi sexuel, tous passibles de la peine capitale, ne sont pas du tout réduits en esclavage, au cas exceptionnel où ils seraient graciés, s'ils s'acquittent de l'amende. Leur insolvabilité seule leur vaut de devenir esclaves.

Aussi loin que nous puissions remonter dans l'Histoire, il semble que la discrimination des Coutumes et du Droit Royal n'a jamais été perdue de vue. Ainsi, au temps de Flacourt, les habitants n'ignoraient pas la distinction du droit civil proprement dit, correspondant à la coutume, des lois d'autorité, c'est-à-dire du droit royal, et enfin des lois morales, qui sont du domaine de la pure conscience.

Flacourt (*Histoire de la Grande Isle de Madagascar*, nouvelle édition, 1657, chapitre xxxii, page 102, Loix Police et Coustumes), écrit ces lignes :

« La Nation madécasse n'a aucune loy escrite. Tout

ce qui se fait et ce qui se pratique, c'est pas une *loy naturelle*, dont elle en nomme trois sorte, sçavoir : *massindili* [en langage moderne, « didy masina », ou règlements sacrés], qui est la loi du Prince ; *massimpoh* [en langage moderne, c'est « masina am-po », ce qui veut dire la conscience morale, tout ce que le cœur ou « fo » conçoit et sent comme bon à suivre] ; la *loy naturelle* d'un particulier, qui n'est autre chose que la façon d'agir et *massintane* [en langage moderne « masin-tany », qui veut dire la Constitution sacrée du pays], qui est la loi ou la coutume du païs... »

Ainsi, l'esclavage n'est pas, en principe, dans le droit madécasse, une peine directement encourue. Il n'apparaît comme une véritable sanction pénale que dans des cas exceptionnels et en vertu d'un acte d'autorité émanant du Roi lui-même. Il s'agit alors de véritables *dérogations au droit commun*, et ces dérogations, le droit royal seul peut les créer.

Ainsi le Roi punit d'esclavage les roturiers qui se mêlent de porter des vêtements ou des insignes réservés à la noblesse, par exemple le parasol et la robe rouges, ou de se faire transporter en palanquin (*filanjana*)... « Si un roturier... se fait porter en palanquin, il sera puni de la perte de liberté... car... on n'établirait plus la distinction entre gens du peuple et représentants des classes nobles » (Voyez Julien, I, 304). De même, pour assurer la bonne marche de la Justice, le Roi frappe de la peine de l'esclavage, les femmes de mœurs légères accusées d'avoir détourné les magistrats de leur devoir envers l'Etat. (Cf. Julien, I, 376, du *vadin-tany* ou magistrat).

En ce qui concerne l'incendiaire, qui, en principe, tombe sous le coup de la dixième loi pénale et encourt la peine de mort, le Roi, en vertu de son pouvoir prétorien, a édicté que, pour mettre désormais ce délinquant hors d'état de nuire, il sera vendu comme esclave, au cas où il échapperait à la peine de mort (Julien, I, 334).

Le Roi déclare aussi que tout mari qui vendra sa femme comme esclave, sera lui-même vendu comme esclave et on en versera le prix à sa femme (Julien, I, 323) (Laly homam-bady).

Il y a là une sorte d'application de la loi du talion.

Voici d'autres cas de réduction en esclavage, en vertu des pouvoirs du Roi : Les délits d'injure et de calomnie (Ady petsapetsa vava, Julien, I, 294).

L'accusation mensongère de vol, reconnue comme calomnieuse par la Justice (mifanendry mangalatra, Julien, I, 295), ou toute plainte calomnieuse repoussée par les tribunaux (Julien, I, 293).

Le fait de se porter caution, alors que l'on est conscient de son insolvabilité (Julien, I, L88, « miantoka » ou caution) ;

Le non paiement des intérêts légaux (Julien, I, 287, du *zana-bola* ou des intérêts) ;

Le recel ou détournement d'héritage (Julien, I, 278) ;

L'immixtion, sans droit, dans un différent, pour en tirer un profit personnel (Julien, I, 293) (Ce délit s'appelle *milafika ampanga* ; on se perd en conjectures sur l'étymologie de cette expression juridique « *milafika* » veut dire littéralement : *avoir sous soi*, et *ampanga* désigne la « fougère »),

Enfin, pour des raisons difficiles à préciser, le Roi a encore édicté la peine de l'esclavage contre de menus délits, ainsi le vol de la pirogue (Julien, I, 264).

Pour tous ces délits qui peuvent entraîner l'esclavage comme pénalité, le *fokonolona* (assemblée communale, qui a parfois des pouvoirs judiciaires) se trouve incompétent depuis le règne d'Andrianampoinimerina (77). Le Roi exige que l'on fasse comparaître devant lui, à Tananarive, les délinquants, pour les punir lui-même d'esclavage (Cf. Julien, I, 298). Plus tard, on a admis que les gouverneurs de provinces (*saaizambohitra*) auraient le droit, par délégation de l'autorité judiciaire du Roi, de juger les délinquants encourant la peine de l'esclavage.

Nous allons maintenant étudier la législation plus récente relativement aux sources de l'esclavage postérieurement à la naissance. Cette législation forme un amalgame curieux de droit coutumier, d'anciennes ordonnances royales et d'idées nouvelles.

(77) A propos du Fokonolona, voyez Laurent Pin, *Institution du « Fokonolona » à Madagascar*, Thèse Paris, 1910. Son ouvrage, puisé à des sources sûres. Exposition méthodique de la compétence et des attributions du « Fokonolona », érigé tantôt en Tribunal, tantôt en Assemblée consultative. Avant le règne d'Andrianampoinimerina, le Fokonolona était seul compétent pour se prononcer en matière d'esclavage. Il intervenait là, d'ailleurs, non pas comme juridiction contentieuse, mais comme juridiction gracieuse. Il ne prononçait pas une condamnation, car, avant le règne d'Andrianampoinimerina, l'esclavage n'était pas une véritable pénalité directement infligée. Le Fokonolona contrôlait simplement l'acte de l'homme libre qui, volontairement se donnait en esclavage.

I. — Dans les Instructions aux gouverneurs des Provinces de 1828 (27 adijady), nous observons ceci :

a) L'art. 1 énumère des crimes entraînant la mort pour le coupable et la réduction en esclavage des membres de sa famille : révolte, excitation à la débauche de femmes de nobles, vol commis dans l'enceinte du palais, port ou fabrication de poignards dans le dessein de se révolter, usage de sortilège pour tuer autrui, violation de serment, homicide, excitation à l'émigration pour échapper à l'autorité.

b) L'art. 2 prévoit les mêmes peines pour les crimes suivants : vol de personnes, vol de riz dans un silo, vol de bœufs, vol par effraction, administration clandestine de poison d'épreuve, dégradation de bornes et de monuments, recel de personnes.

c) L'art. 4 punit la sorcellerie de la réduction du délinquant en esclavage. Ici les membres de la famille du condamné ne sont pas atteints. Remarquons que le crime de sorcellerie, de nature religieuse, était anciennement puni de mort.

d) L'art. 5 énumère des crimes entraînant esclavage du délinquant et confiscation de ses biens : violation de sépulture, tromperie sur les poids et mesures, vol à la tire, union passagère (*imandry*) avec un ou une esclave, bestialité, usage ou fabrication de fausse monnaie, coups et blessures avec un instrument en fer.

e) A l'art. 14, le législateur croit utile de rappeler le principe aux termes duquel le coupable gracié, et qui, pour sa grâce, doit une amende, sera vendu comme esclave, s'il est insolvable.

II. — Dans le Code de 1862, des mesures de clémence ont été prises à l'égard des délinquants. La peine de mort n'y figure plus. On lui a substitué celle de l'esclavage, soit du coupable seul, avec ou sans confiscation de ses biens, soit de toute sa famille. Toutefois, Radama II a prévu la rélévation, la mise aux fers et la marque au front, pour les auteurs de crimes capitaux, comme la révolte, le port de poignard aux fins de tuer, l'homicide (article premier).

Au dernier paragraphe de l'art. 11, le Roi rappelle que celui qui, pour avoir obtenu sa grâce, doit payer une amende, sera réduit en esclavage au cas d'insolvabilité.

III. — Le code du 26 *adaora* (septembre) 1863, est, au contraire, inspiré de la législation de 1828.

Les articles 1 et 2 reproduisent les dispositions pénales des Instructions de 1828.

Cependant, à l'art. 3, nous trouvons une disposition curieuse, qui rappelle le Code de 1862, dit de Radama II, quant à la pénalité infligée, bien qu'il ne s'agisse pas des mêmes crimes. On inflige la marque au front et la condamnation aux fers, et, en outre, la confiscation des biens du délinquant et la réduction en esclavage de sa femme et de ses enfants, au cas de vol de riz, vol à la tire, participation à un complot de plus de trois personnes (*manao teti-be*). L'art. 5 prévoit l'esclavage du coupable de tromperie sur les poids et mesures, et de certains autres délinquants, comme dans les Instructions de 1828.

Nous pouvons noter une disposition originale au dernier paragraphe, où il est dit qu'au cas de dénon-

ciation calomnieuse et après reconnaissance de l'innocence du prévenu par les juges, le dénonciateur, condamné à une amende, et qui ne la payera pas, *sera mis aux fers*. (Nous observons ici une dérogation aux lois d'Andrianampoinimerina, dont la reine Rasoherimanjaka, qui a promulgué le code de 1863, se réclame cependant, en général) (78).

Enfin, à l'article 49, le législateur, s'inspirant ici de l'Edit d'Andrianampoinimerina, prévoit une amende de 100 piastres contre quiconque oserait reprendre une affaire à propos de laquelle il y a chose jugée. Au cas d'insolvabilité, la peine de la réduction en esclavage est appliquée. ,

IV. — Loi du 18 alakarabo (3 septembre) 1868 (Egalement désignée sous le nom de Code des 101 articles). La reine Ranavalona II, qui a promulgué ce Code, et qui a adopté le protestantisme comme religion officielle à Madagascar, a fait disparaître de sa législation la peine de l'esclavage. Le Code prévoit 13 crimes capitaux, punis de mort et de confiscation des biens. Mais on ne trouve aucune allusion à l'esclavage.

On voit réapparaître à l'article 2, la mise aux fers et l'emprisonnement à perpétuité.

L'art. 8 prévoit la peine des fers à perpétuité pour les voleurs de personnes. De même, l'art. 9, prohibant

(78) Il est dit dans la promulgation du Code de 1863 : « Ci-après la législation d'Andrianampoinimerina de Radama, de Ranavalomanjaka, que je maintiens dans *son intégrité* » (*sic*). (Ainsi parla Rasoherimanjaka) (Cf. Julien, I, 482).

le trafic des esclaves, interdit l'introduction dans l'île de Madagascar d'indigènes d'au delà du Canal du Mozambique (les *Masombikas*).

Quelques articles méritent encore d'être relevés. Ainsi l'art. 62 se borne à infliger un an de fers au condamné à des réparations civiles et à des restitutions, lorsqu'il en recule systématiquement le versement. C'est là une importante dérogation au droit antérieur, qui, en pareil cas, infligeait l'esclavage. Signalons, de même, l'art. 59, qui déclare que les hommes libres ne pourront plus constituer des gages de créances, ni perdre leur liberté pour cause d'insolvabilité.

Notons enfin l'article 60, visant le vol de la pirogue. Le roi Andrianampoinimerina punissait d'esclavage ce délit. Le Code de 1868 se borne à punir ici le délinquant d'un an de fers.

V. — Le Code du 29 mars 1881 (dit des 305 articles) a pris des mesures rigoureuses pour entraver le trafic des esclaves. L'article 8 prévoit contre les trafiquants la peine des fers à perpétuité et la confiscation de leurs biens. Le recel de personnes est réprimé par une peine de 20 ans de fers et par la confiscation des biens. L'art. 40 interdit de conduire des esclaves sur les côtes pour les vendre ; la peine prévue est la saisie des esclaves ainsi vendus, et leur partage entre l'Etat pour les deux tiers et le dénonciateur pour un tiers.

L'art. 45 proclame que les esclaves ne peuvent faire l'objet d'aucun trafic. Seuls les propriétaires auront le droit de vendre leurs esclaves. Toute spéculation sera punie d'une amende de 10 bœufs et 10 piastres par tête d'esclave vendu. En outre, s'il ne paye pas

cette amende, le délinquant encourra une mise aux fers, dont la durée sera d'autant de jours de prison que l'amende comprendra de *sikajys* (le *sikajy* est une division monétaire d'une valeur de 0 fr. 60).

L'art. 46 déclare que toute acquisition d'esclave oblige l'acheteur à le conserver chez lui pour l'occuper à ses travaux personnels. Si l'acquisition n'a été faite qu'en vue de revendre l'esclave, le délinquant encourra une amende de 10 bœufs et de 10 piastres. Il semble même que le législateur ait voulu, en pareil cas, prononcer la confiscation des esclaves vendus. De plus, à défaut de paiement de l'amende, le délinquant sera mis aux fers pour autant de jours que l'amende comprendra de *sikajys*.

Pour terminer l'étude du Code des 305 articles, nous signalerons enfin l'article 107, ainsi conçu : « *Les sujets libres ne peuvent plus être réduits en esclavage* ».

Cet article a une grande importance. Il marque un progrès réel dans la lutte contre l'esclavage. Si ce dernier n'est pas encore, en 1881, complètement supprimé à Madagascar, et, si ceux qui étaient déjà des esclaves avant cette date, le restent, par contre, on ne peut plus, désormais, recruter de nouveaux esclaves parmi les individus libres.

CHAPITRE II

CONDITION DE L'ESCLAVE

Si l'on peut croire qu'à l'origine l'esclave malgache était la chose de son maître, ce n'est, ni d'après les récits des anciens voyageurs, qui ne parlent pas du droit, ni d'après les lois écrites, qui sont d'époque récente. D'autre part, les traditions orales ne permettent pas de déterminer exactement à quelle époque le droit de vie et de mort fut ôté aux maîtres. Flacourt, au xvii^e siècle, a bien écrit que l'esclave « est chose de son maître », mais il ne faut pas oublier que le droit malgache sur les côtes ne peut garder sa pureté et son originalité comme dans l'intérieur de l'île. En supposant, donc, que l'esclave fût la chose de son maître, sur toutes les côtes, en 1661, (ce qui correspond à peu près au règne du roi Andriatsimitoviaminandrian-

dehibé (1), rien ne nous prouve que l'homme servile n'eût pas déjà quelque droit dans l'intérieur de l'île. On sait les différences, parfois très grandes, des mœurs et coutumes des « côtiers » et de celles des habitants de l'intérieur. La preuve en est donnée par Flacourt lui-même, à la page 1 : « *Les maistres donnent librement leurs filles en mariage aux esclaves, quand ils s'en rendent dignes par leur service* ». Or, à l'intérieur du pays, dans le pur droit madécasse, *c'est là un crime, un sacrilège*.

Dans les Proclamations d'Andrianampoinimerina, vers la fin du XVIII^e siècle, on lit ceci : « Vos esclaves vous appartiennent en propre, mais personne que moi n'a le droit de leur ôter la vie (Julien, I, 176). Le Roi se réfère, d'ailleurs, lui-même à ses ancêtres, et notamment au roi Andriambelomasina, en déclarant qu'il n'a rien changé des dispositions antérieures des coutumes (2).

Quoi qu'il en soit, il est intéressant d'apprendre que, sous le règne d'Andrianampoinimerina, les droits de l'esclave étaient plus étendus qu'à Rome sous Justinien, comme nous le verrons plus loin.

(1) *Tantaran' Andriana nanjaka teto Imerina*, ou Histoire des souverains de l'Émyrne, par le R. P. Callet, Tananarive, 1872. — Date approximative 1650-1670 (?), selon Julien, tome I, p. 121 et suiv.

(2) Cf., *Bulletin de l'Académie malgache*, t. I, numéro 2, 1902, pp. 67-76.

R. P. Malzac, *Anatra farateny nataon' Andrianampoinimerina* (Dernières recommandations d')

Voy. Rev. W. E. Cousins, *Ny Kabary malagasy* » (texte en malgache), « Les Promulgations des lois », Tananarive, F. F. M. A., 1887.

Cette étude sera divisée en deux sections :

Section I : Devoirs et obligations de l'esclave ;

Section II : Droits de l'esclave.

SECTION I

DES DEVOIRS ET OBLIGATIONS DE L'ESCLAVE

Parler des devoirs et des obligations des esclaves à l'époque ancienne, c'est relater les droits absolu du maître sur sa chose. Le droit commun lui laissant toute autorité sur son esclave, le maître pouvait exercer tout aussi bien le *jus abutendi* que le *jus utendi*. Fondés sur le droit de propriété, les rapports du maître et de l'esclave purent se modifier selon les lieux, les temps et les races. Il vint une époque où le maître parut trouver avantageux de concéder à l'esclave certains éléments patrimoniaux, comme une ferme, des troupeaux. De même, à la ville, il arriva, pour l'esclave de louage, que le maître lui laissât parfois une partie de son salaire, à la charge de subvenir lui-même aux frais de son entretien. Ce qu'il épargnait pouvait constituer, au profit de l'esclave, un pécule, qui s'accroissait encore de différentes manières.

Mais, si larges qu'aient pu devenir les relations juridiques unissant l'esclave à son maître, l'esclave reste toujours tenu à des marques extérieures de respect et de soumission. A Madagascar, où la société est fortement hiérarchisée, où le formalisme n'a d'égal que celui de Rome, et où la validité de l'acte juridique est

subordonnée à sa publicité, les devoirs et les obligations de l'esclave revêtent un caractère éminemment religieux. Tous manquements graves à ces devoirs sont l'objet d'une sanction légale sévère (il en est, du reste, de même pour les devoirs entre « *razana* » supérieurs et inférieurs). Lorsqu'une sorte d'indépendance fut reconnue à l'esclave propriétaire d'immeubles, de troupeaux ou d'esclaves (certains sages [3], voyant d'ailleurs là, non pas un droit de propriété, mais de simple possession), cet esclave ne manqua jamais d'offrir à son maître les premières récoltes (*santatra*), ou, plus tard, un élément symbolique, comme une petite somme d'argent ou un coq. Ces devoirs d'origine religieuse, furent, en général, minutieusement observés. L'esclave est tenu, en vertu de la loi, d'être correct, poli, respectueux envers son maître (4). Quels que soient sa richesse, son âge, son sexe, l'esclave doit rigoureusement les salutations d'usage à son maître ; à la maison comme dans la rue, il cédera le pas à son maître ; les révérences sont exigées, les paroles doivent être soignées, sans préjudice de l'emploi réitéré du mot « maître ». Toutes les personnes dépendant de l'esclave sont, par là même, sous la dépendance morale du maître. Anciennement, ces personnes devenaient « esclaves » du maître : Le discours d'Andrianampoinimerina est net à ce sujet.

(3) A Madagascar, on appelle « Sages » (*olonkendry*), les hommes qui s'occupent du droit, les juristes.

(4) Ces devoirs ne sont, d'ailleurs, pas spéciaux aux esclaves, mais s'appliquent à tout sujet, suivant son rang dans la société.

L'esclave domestique, comme l'esclave indépendant, doit obéissance absolue à son maître. Il exécutera les travaux qu'on lui désignera. Il aidera le maître à ses travaux de culture et de labour, gardera les troupeaux, ou, avec les autres esclaves, il portera le maître (si c'est un noble), en palanquin. Il n'existe pas de travaux spécialement destinés aux hommes en servitude. Mais il existe des travaux que ne peuvent exécuter que les individus de la classe *andevo*, comme il existe aussi des travaux absolument interdits aux classes nobles (5).

Il est interdit par l'usage, à un simple roturier de porter sur la tête un sac de fumier pendant les travaux de labour ; c'est à l'esclave qu'il appartient d'exécuter cette besogne.

Certains nobles n'ont pas le droit de regarder un cadavre humain : c'est à l'esclave, aidé des roturiers, qu'échoit la tâche de faire la toilette mortuaire (6).

(5) Sur le mot « *andevo* », il ne faut pas commettre l'erreur de certains interprètes, qui le traduisent invariablement par *esclave*.

Andevo désigne non seulement l'esclave, mais aussi l'homme de naissance libre appartenant à la caste des noirs, et l'affranchi de race africaine.

(6) Consulter notamment, Arnold van Gennet, « *Tabou et totémisme de Madagascar*, Paris, 1904, p. 120 et s. — Parmi les actes qui inspirent une répulsion marquée au peuple, il faut citer la vue du sang humain. Nous pouvons croire que cette répulsion a son origine dans le « tabou du sang ». Du temps du roi unificateur, il fut très difficile, à cause de cette répulsion de trouver un bourreau. Les esclaves désignés d'office se refusaient, préféraient le fouet ou d'autres châtiments corporels à la vue du sang. C'est cependant en qualité d'exé-

Parmi les devoirs moraux de l'esclave envers son maître, signalons encore la défense qui lui est faite de se servir des assiettes, des vêtements et des autres objets personnels de son maître. On punit sévèrement le crime de *milsaba-bilia* (ce qui signifie littéralement *profaner l'assiette*).

Les esclaves ont également leur place dans les cérémonies du culte des souverains morts et sanctifiés. On invoque la protection de ces souverains, devenus les patrons de la nation. Remarquons que les rois ne deviennent pas, après leur mort, des divinités, comme le laisseraient croire certains récits de voyageurs. En vérité, l'on est monothéiste à Madagascar. Mais l'on sanctifie les monarques défunts. D'ailleurs, il est sacrilège de dire « *Le roi est mort* ». *Le roi ne meurt pas*, on dit : « *Le saint est allé par derrière* » (*Niamboho ny masina*). De même, il est sacrilège de prononcer le nom du monarque défunt sans le faire précéder du mot « saint » (*masina*). L'esclave doit, comme les autres membres de la société malgache, invoquer les rois sanctifiés et protecteurs de la nation (7).

conteur des hautes œuvres que s'illustrèrent deux esclaves royaux, Hagamainty et Hagafotsy, le second très cruel, mais me obtenir la grâce de certains condamnés, et l'on a fait le premier élément. A maintes reprises, Hagamainty put mêler l'éloge de ses sentiments humanitaires (Histoire des monarques de l'Émyrne. Recueil de textes édités par le R. P. Callet, missionnaire, Madagascar, 1908, t. 2, p. 873).

Il est possible aussi que ce soit la crainte de voir couler le sang qui ait inspiré à cet esclave sa clémence.

(7) Invoquer les monarques défunts est notamment un moyen très habile de soustraire à l'assemblée du peuple la délibération de certaines modifications graves du droit de race. Les saints protecteurs étant infailibles, il suffit au mo-

Mais l'esclave n'a pas que des devoirs moraux ; il a aussi des obligations juridiques impérieuses et, en premier lieu, l'obligation d'obéir à son maître. Ce dernier peut le vendre. C'est là un droit reconnu dans toutes les sociétés esclavagistes.

La vente à Madagascar fut toujours l'objet d'une minutieuse publicité.. Les ventes illégales devaient être très fréquentes au temps d'Andrianampoinimerina, si l'on en juge par les multiples précautions que ce roi a prises en matière de vente d'esclaves.

1° Si l'on veut vendre un esclave, il faut nécessairement le faire dans un marché ou un lieu public. La sanction est très sévère : c'est la nullité. Un délai d'un demi-mois est accordé à l'acheteur pour constater que l'esclave n'est pas atteint de tares, notamment d'aliénation mentale ou du « *mal du grand jour* » (*androbé*, c'est-à-dire l'épilepsie) (Cf. Julien, I, 392).

2° La vente par signal (*tondromolotra*) est nulle de plein droit (Cf. Julien, I, 405). Il s'agit d'une vente dans laquelle le vendeur fait signe discrètement avec ses lèvres à l'acheteur, en lui indiquant un esclave à vendre, et conclut ensuite le marché sans publicité ni témoins (*tondro* veut dire indication, et *molotra*, signifie lèvres ; donc, *tondro molotra* : indiquer par les lèvres).

Toutes ces dispositions ont été maintenues par les législateurs postérieurs, jusqu'au jour où, le dernier

marque régnant d'invoquer leurs noms et d'affirmer que c'est bien leur volonté qui s'exprime et non pas la sienne ou de dire qu'il en fût toujours ainsi durant le règne de ses prédécesseurs. Les monarques hovas ont volontiers employé ce procédé.

code, dit des 305 articles, a décidé (article 42) que, désormais, la validité de la vente d'un esclave serait subordonnée à sa seule transcription sur les registres du Gouvernement.

SECTION II

DES DROITS DE L'ESCLAVE

En Grèce, lorsque l'esclave, régisseur d'un domaine, recevait pour lui-même quelque portion de terre, le pâtre quelques brebis, les esclaves employés aux soins nombreux de l'industrie ou du commerce un intérêt dans les objets qu'ils étaient chargés de fabriquer ou de vendre, et que, pour stimuler leur zèle et leur activité au travail, le maître leur donnait une compagne, en signe de récompense, on peut bien dire qu'il n'y avait là, au profit de l'esclave, un commencement d'autorité domestique et la reconnaissance d'un certain droit de propriété (8).

Il ne nous est pas, hélas ! possible de suivre pas à pas l'évolution de la société madécasse depuis l'origine de l'institution de l'esclavage jusqu'à l'unification de l'Imerina.

Réserve faite de ce que, le plus souvent, à Madagascar, les lois des rois s'inspirent de la législation de leurs devanciers, on sait qu'au temps d'Andrianampoinimerina, le droit de propriété était reconnu à

(8) Wallon, ouvrage cité, tome I, p. 299.

l'homme en servitude. On peut même conjecturer qu'il y eut, à cet égard, des abus, puisque le roi Andrianampoinimerina dut rendre un dit, aux termes duquel il était interdit de vendre, à titre définitif, des terrains aux esclaves d'autrui (9). Il semble, d'ailleurs, que la sanction ne soit pas ici la nullité.

Par une autre disposition du même édit, le roi a encore restreint la capacité de l'esclave de recevoir un paiement pour le compte de son maître. Il a décidé que, pour être valable, le paiement à un esclave devait avoir lieu en la présence du maître lui-même, et ici à peine de nullité (10).

Nous allons étudier successivement les droits de famille de l'esclave, son droit de propriété, sa capacité dans la vie juridique.

Les traditions orales rapportent que le mariage de l'esclave était, à l'origine, une union de pur fait. Plus tard, il a été reconnu par le droit, et, dans une certaine mesure, il s'est rapproché du mariage des individus de condition libre.

Pour mieux comprendre ce rapprochement, nous allons d'abord analyser les règles du mariage entre personnes libres.

Le mariage madécasse est une vente, dans laquelle le prix, au lieu de consister en une somme d'argent, comprend des têtes de bétail que le mari remet au père de l'épouse.

(9) Cf. Julien, tome I, p. 280 (*Ny tany tsy atao varomaty amin' andevo*).

(10) Ces dispositions ont été transcrites dans les art. 26 du Code de 1863 et 77 du Code de 1868 (ou des 101 art.).

On peut distinguer dans le mariage trois phases bien distinctes :

a) *Les fiançailles*, qui, d'ailleurs, ne sont pas obligatoires.

b) *La conclusion* (ou *fangatahana*, ce qui se traduit en français par *demande*).

c) *La traditio* (*fampakarana* ou *fanaterana*, dont la traduction est *célébration*). Cette remise de l'épouse par le père au mari nécessite la présence des membres du groupe familial.

Conclusion et tradition sont obligatoires pour la validité du mariage. Remarquons notamment que le mariage est nul, si le mari ne remet pas au père de la femme de *vody ondry*, c'est-à-dire la somme d'argent représentant l'achat de l'épouse (11). Le père de la femme procède lui-même à la célébration du mariage. C'est lui qui joue, en quelque sorte, le rôle d'officier de l'état-civil. Et c'est à titre de témoins que les membres du groupe familial assistent au mariage.

C'est, en principe, le père légitime ou adoptif qui donne la fille en mariage. A défaut, ce sera le plus proche cognat mâle de la mère (12), puis le plus proche cognat mâle du père.

Le mariage de l'esclave ne saurait revêtir autant d'éclat que celui de l'homme libre. Mais les conditions

(11) *Vody ondry* signifie littéralement la partie postérieure d'un mouton. C'était la partie du corps de l'animal que l'on offrait dans les sacrifices. Le futur époux devait remettre un nombre de têtes de bétail proportionnel à sa fortune. Plus tard le *vody ondry* est devenu une somme d'argent.

(12) Nous pouvons remarquer ici la persistance du matriarcat.

en sont les mêmes. Il faut un acte de *conclusion* et une *traditio*. Le mariage est conclu par les deux maîtres, ou, si les futurs époux ont les mêmes maîtres, par celui-là seul, qui prononce devant témoins les paroles rituelles de la célébration du mariage. Dans le cas où le mariage est conclu par deux maîtres, il est à présumer que c'est le maître de la femme esclave qui prononce les paroles solennelles de célébration (13).

Les empêchements au mariage sont les mêmes pour les esclaves que pour les personnes de condition libre. L'inceste est aussi sévèrement puni à leur égard. Le régime conjugal est identique. Le mariage d'une femme esclave avec son maître est nulle.

Comme on oblige les futurs époux à relater leur ascendance, on peut ainsi contrôler s'ils sont de castes différentes, et, par là-même, constater qu'il y a empêchement au mariage.

La loi madécasse a prévu le sort des enfants issus d'un mariage putatif, où l'un des époux a été de bon-

(13) A propos du mariage des esclaves, nous pouvons remarquer que, malgré les peines sévères édictées par les rois contre toute « tentative de réduire l'Emyrne en un vaste parc », autrement dit contre toute atteinte au principe de la séparation des castes », il y avait parfois des unions d'andévos avec des nobles, ou avec des roturiers. Ceux-là même qui, par leurs fonctions, devaient faire appliquer la loi, ont été les premiers à ne pas respecter le principe de la séparation des castes. Ainsi, il est arrivé à trois reines d'épouser leur premier ministre, de caste roturière). Les peines prévues contre la violation du principe ont été rarement appliquées. Les unions inférieures étaient appelées ; *tsindrifé vadit-sindrano*, lorsque l'épouse était une esclave. Peu à peu, la validité de la *cognatio servilis* fut reconnue, non seulement pour le mariage, mais aussi pour la filiation et les successions.

ne foi, alors que l'autre, par dol, lui a laissé croire qu'il était de même caste. Les enfants sont ici rangés dans la caste des *zanatsindrano*, caste intermédiaire entre la caste supérieure de l'un des conjoints et la caste inférieure de l'autre.

En matière de divorce et de répudiation, on applique, à Madagascar, une règle qui rappelle le principe : *Omnia quæ jure contrahuntur contrario jure pereunt*. La femme retourne dans sa famille. Elle y reste un certain temps. On appelle *misintaka*, *mihantona*, l'acte par lequel la femme revient ainsi chez ses parents (*misintaka* signifie littéralement fuir ; *mihantona* veut dire *être en suspens*, et montre bien que la situation de la femme n'est pas encore juridiquement réglée). Au bout de quelques jours, le mari la rejoint, accompagné de témoins. Il prononce des paroles solennelles, marquant sa volonté de rompre l'union conjugale.

Il en est de même pour le divorce ou la répudiation des esclaves, mais avec moins d'apparat. En somme, la dissolution d'une union d'esclaves nécessite les mêmes formes que pour les individus de condition libre.

En matière de filiation, la règle est que les enfants issus d'un mariage d'esclaves dépendent exclusivement de leur mère, c'est-à-dire, en fait, du maître de celle-ci.

La validité de l'adoption d'un enfant par un esclave est subordonnée à l'assentiment, même tacite, du maître. Il faut également le consentement du maître pour qu'un esclave se fasse adopter par un autre individu.

On peut faire, au sujet de l'adoption à Madagascar, des remarques curieuses : Ainsi un adolescent peut

adopter un vieillard. Un esclave peut adopter son maître, qui, ensuite, l'affranchira et pourra plus tard, venir à la succession de l'affranchi, en concours avec les enfants de ce dernier.

Cette institution de l'adoption du maître par son esclave, en vue de conférer au premier un droit de succession, pourrait laisser croire que le droit des maîtres d'hériter de leurs esclaves n'était pas aussi assuré qu'on veut bien le dire.

L'autorisation du maître est exigée pour qu'un esclave puisse contracter le serment du sang avec un tiers libre ou en servitude (14).

En ce qui concerne le testament de l'esclave, le maître a le droit de le révoquer. Cela peut contribuer à nous laisser croire que le maître n'était pas, de plein

(14) On entend par serment du sang ou *fato-drà* (de *fato*, serment et de *rà*, sang), un acte juridique par lequel on crée artificiellement une parenté de frère à frère entre deux individus jusque-là étrangers l'un à l'autre. Cet acte comporte un cérémonial ; chacun des deux individus doit prononcer les paroles solennelles, se faire une légère blessure au niveau du cœur, manger un morceau de viande imprégné du sang de l'autre, absorber une boisson extraite de la canne à sucre, et dans laquelle on a trempé la sagaie qui a fait la blessure. C'est au même verre que doivent boire les nouveaux frères.

Par contre, l'autorisation du maître ne suffit pas pour administrer aux esclaves les épreuves judiciaires. On a fait même un crime spécial de l'administration clandestine des épreuves judiciaires (le *mampinona takona*). Ce crime est puni de mort par l'art. 2 du Code de 1828. Cette disposition sert surtout à protéger la vie des esclaves, car, en ce qui concerne les personnes libres, on ne comprendrait pas qu'elles acceptent de bonne grâce de subir clandestinement l'administration d'une épreuve consistant à absorber une boisson meurtrière.

droit, l'héritier de l'esclave. S'il n'avait pas pratiqué la révocation du testament, l'esclave aurait pu instituer pour héritier un autre que le maître.

Il est du devoir du maître de pourvoir d'un caveau spécial ses esclaves défunts. Ceux-ci n'ont pas le droit, à leur mort, d'être inhumés dans le caveau de famille du maître.

A Madagascar, tous les membres de la société, à quelque caste qu'ils appartiennent, doivent avoir un caveau. Seuls les sacrilèges, pour une raison d'ordre religieux, doivent être inhumés dans la terre même.

Le maître est également tenu de fournir à son esclave décédé un drap mortuaire en soie. Si l'esclave décédé a de la fortune, c'est à ses propres frais que le caveau est construit et que le drap mortuaire est fourni. Mais la présence du maître est toujours exigée aux funérailles.

Il peut être encore intéressant de noter que le maître a le devoir de faire pratiquer sur ses esclaves l'opération de la circoncision. Cette opération est imposée par la loi à tous les sujets, aussi bien aux hommes libres qu'aux esclaves. L'esclave fortuné doit convoquer son maître à chaque circoncision de ses fils, ce qui donne lieu à une fête.

Nous allons maintenant rechercher si l'esclave a un droit de propriété.

Une maxime juridique ancienne fait tenir à l'esclave le langage suivant : « *Andevolahy manan' omby, ka ny tenako be aza azy !* ». Cela signifie : « Etant esclave, quoique propriétaire de bœufs, ma personne elle-même appartient à autrui ».

Par là même, l'esclave reconnaît qu'il n'a rien à lui et que tout ce qu'il possède appartient à son maître.

Cependant, au temps d'Andrianampoinimerina, ce principe n'était plus respecté à la lettre.

La preuve en est dans l'édit par lequel ce roi prohiba la vente définitive de certains immeubles à des esclaves (15). Il résulte de cette prohibition qu'auparavant des acquisitions d'immeubles devaient être faites par des esclaves pour leur propre compte.

La prohibition édictée par Andrianampoinimerina fut reprise par ses successeurs.

Selon la doctrine des « *Sages* » (ou *olon-kendry*), les esclaves n'ont pas un véritable droit de propriété, mais seulement un droit de possession. C'est, du moins, la doctrine antérieure à Andrianampoinimerina. Et l'on doit même admettre qu'avant le règne de ce souverain les esclaves avaient acquis un certain droit de propriété. Il est intéressant de remarquer que, si le maître à le droit de s'opposer aux aliénations faites par les esclaves à titre gratuit, il ne peut pas empêcher les aliénations à titre onéreux de rester valables à l'égard des tiers.

En matière de donation entre vifs, ou à cause de mort, comme en matière de testaments, le droit du maître de s'opposer à l'acte est perdu, s'il a laissé l'acte produire son effet.

Le droit des esclaves de conclure des actes à titre onéreux a son origine dans la pratique suivante : Autrefois, les maîtres avaient coutume d'envoyer leurs esclaves sur les côtes pour acheter du sel. On concé-

(15) Cf. Julien t. I, p. 280 et suiv.

dait donc aux esclaves une certaine capacité juridique pour leur permettre de faire les actes indispensables. Dès lors, les tiers qui passaient des contrats à titre onéreux avec les esclaves se trouvaient assurés de la validité de ces actes.

Essayons de rechercher quelle est, d'une manière générale, la capacité des esclaves dans la vie juridique.

En droit strict, l'esclave ne peut ester en justice. Mais, dès le temps d'Andrianampoinimerina, l'usage s'était introduit de permettre aux esclaves d'ester en justice, tout au moins dans la mesure intéressant leur patrimoine.

En ce qui concerne les ventes faites à des esclaves, *l'art. 28 des Instructions aux Gouverneurs de 1828, l'art. 23 du Code de 1862, l'art. 26 du Code de 1863, l'art. 77 du Code dit des 101 articles du 18 alakarabo (16) 1868*, exigent que ces ventes soient effectuées en présence du maître. Ces mesures semblent proclamer l'incapacité de l'esclave. En fait, il en est tout différemment. Nombreux étaient les esclaves qui voyageaient au loin pour le compte de leur maître : ils étaient commerçants (*mpandranto sira*) Il eut été impossible à la Cour de Tananarive d'entraver le commerce en annulant tous les actes conclus par ces esclaves qui parcouraient les côtes.

D'autre part, si on ne reconnaît à l'esclave qu'un droit de possession, il lui est permis, tout au moins de défendre cette possession. On ne peut donc point parler d'une incapacité absolue de l'esclave.

(16) *Alakarabo* (de l'arabe *El aqrab*), *Le Scorpion*.
Adaoro (de l'arabe *El Thaour*), *Le Taureau*.

Il est interdit, d'autre part, aux esclaves, de porter une accusation contre leur maître. C'est ce que proclame, notamment, le roi Andrianampoinimerina : « Je ne recevrai pas les accusations portées par les esclaves contre leurs maîtres, ni celles des épouses contre leurs maris » (17).

Cette disposition a été reprise par les ordonnances d'autres souverains :

Art. 20 des Instructions aux gouverneurs de 1828 ;

Art. 16 du Code de 1862 ;

Art. 19 du Code de 1863.

Cette interdiction est fondée sur le devoir de respect de l'esclave envers son maître, de la femme envers son mari.

L'esclave ne peut pas faire partie du *Fokonolona*, c'est-à-dire de l'assemblée des citoyens, qui a, en certaines matières, des pouvoirs administratifs et judiciaires (18).

Par contre, l'esclave n'est astreint, ni au paiement des impôts, ni au service militaire.

En ce qui concerne les délits publics (comme le meurtre, le vol, l'inceste, le sacrilège, la sorcellerie), l'esclave est supposé un homme libre, en vertu d'une fiction légale, et il est livré immédiatement aux juges, sans que l'on ait besoin de demander à son maître une autorisation.

Si au lieu de délits publics, il s'agit de délits privés, comme le dommage causé aux biens d'autrui par

(17) « *Ampangam-bady, ampangan' andevo* » (Cf. Julien, t. I, p. 349.

(18) Voy. à ce propos la thèse de Laurent Pin : *Institution du Fokonolona à Madagascar*, Thèse Droit Poitiers, 1910:

un esclave, le propriétaire lésé a le droit de s'adresser au maître pour lui demander de l'indemniser ou de faire l'abandon noxal de l'esclave. Dans ce dernier cas, le propriétaire lésé peut infliger à l'esclave des châtimens corporels ; il peut, notamment, le battre de verges, le mettre aux fers. Mais il n'a pas le droit de faire couler son sang.

Il se peut qu'à propos d'un délit public, comme le vol, il y ait lieu aussi à une réparation pécuniaire au profit de la victime :

Le Code de 1828 contient, à cet égard, un certain nombre de dispositions (Cf. *Tantaran' Andriana*, 2^e Edit., Tananarive, 1908, p. 1137, n. 1) : L'art. 13 édicte que l'esclave voleur, s'il ne peut payer l'indemnité prévue, sera estimé et vendu ; le tiers du prix reviendra au maître ; les deux autres tiers seront partagés entre l'Etat, le dénonciateur et la victime du vol.

S'il s'agit d'un vol commis par un esclave en fuite, l'art. 14 oblige le maître à payer à la victime une indemnité de 10 *argents* (= 12 fr. 50 en valeur or). Le maître est, en outre, tenu de rembourser au double la valeur de la chose volée. Si la chose volée vaut au moins autant que l'esclave lui-même, et que l'on retrouve ce dernier, il devient la copropriété du maître et de la victime.

L'art. 16 prévoit que, dans le cas où l'esclave en fuite a pu amasser plus de dix piastres et qu'on vienne à le retrouver, il payera à la victime une indemnité de dix argents. S'il a amassé moins de dix piastres, il devra simplement payer, à titre d'indemnité, une somme représentant le quart de la valeur de sa propre personne.

CHAPITRE III

DE L'AFFRANCHISSEMENT ET CONDITION DE L'AFFRANCHI

A Madagascar, l'institution de l'affranchissement porte le nom de « *Libération* ». Les mots « *Mamotsitra mandefa mpanompo ho ambaniandro* » ont pour signification rigoureuse : transformer par libération un serviteur en sujet libre.

Est-ce que l'esclave a le droit de forcer directement son maître à le libérer ? La réponse est ici négative.

Mais l'esclave peut s'adresser au roi ou à son représentant. Celui-ci statuera en souverain absolu. S'ils estiment que l'esclave mérite la liberté, il ne le libérera pas, d'ailleurs directement, mais il ordonnera au maître de pratiquer les formalités légales de l'affranchissement.

Il faut, pour l'affranchissement, la présence des deux intéressés. La représentation n'est jamais admise.

L'affranchissement peut se faire au lit du malade. Si un maître est en état de minorité ou de folie, il sera conduit au lieu où doit se faire l'acte, et le tuteur ou le curateur agira pour lui.

La présence de témoins est également indispensable pour la validité de l'acte.

Il faut aussi la présence de l'assemblée de la commune (*fokonolona*), ou, tout au moins, de représentants de cette assemblée.

L'acte d'affranchissement nécessite, en outre, *la présence d'un représentant de la couronne*. Cette condition n'est pas requise à peine de nullité, mais uniquement pour des motifs fiscaux. Elle date du roi Andrianampoinimerina, qui n'entendait pas être frustré du droit de « *hasina* », c'est-à-dire de la redevance d'une piastre due au roi par l'affranchi lui-même (1).

Il y a pour l'affranchissement des jours fastes (le mardi) et des mois propices (*alahamady*). D'ailleurs, les autres jours et mois, quoique moins favorables, n'empêchent pas de pratiquer un affranchissement. Il y a cependant, un mois où, du moins dans les anciennes coutumes, il était interdit d'affranchir des esclaves : c'est le mois du jeûne et de l'abstinence ou *alakaosy* (de l'arabe El-qûos : les 6 étoiles, appelées aussi par les Arabes Qilâda).

Mais, dès le temps d'Andrianampoinimerina, on se relâcha de cette prohibition.

Le maître doit prononcer des paroles solennelles :

(1) Cf. Julien, t. I, p. 303 et p. 313.

« Vous voilà, pères et mères, réunis (2), les coutumes ont voulu, les traditions ont édicté, les Saints ont inauguré (que leur grâce soit avec vous, que Dieu vous bénisse)... Voici que mon esclave... (énumération des motifs de l'affranchissement, de l'ascendance de l'esclave, de son état-civil). Réponse est faite au maître en des termes solennels analogues par le chef de l'assemblée (qu'on appelle *l'ascendant* en langue juridique malgache) et qui déclare que le groupe social ne fait pas opposition à l'acte d'affranchissement.

Après les paroles solennelles viennent les gestes. Le maître doit toucher l'esclave avec sa main ou avec une baguette. Ce geste marque la volonté du maître de pratiquer l'affranchissement et tend à faire avancer l'esclave vers l'assemblée, dont il fera désormais partie lui-même.

L'esclave répond au geste de son maître par une révérence. Puis il lui remet une pièce de monnaie symbolique, en signe d'achat de la liberté.

Le cérémonial se termine généralement par une fête.

Andrianampoinimerina a exigé, en outre, que l'esclave qui, après l'affranchissement, retourne dans son ancienne tribu, sacrifie un bœuf, qui servira de festin aux membres de la tribu (Cf. Julien, t. I, p. 303 et 313).

(2) Nous donnons là une traduction littérale. L'expression revient à dire : « Vous voilà, ascendants réunis ». Les femmes viennent, d'ailleurs, à simple titre de curiosité à l'assemblée qui assiste à l'acte d'affranchissement. Elles ne sont pas des « *zaza amin-begivavy* », c'est-à-dire des incapables assimilées à des enfants.

Il peut être intéressant de signaler aussi une forme d'affranchissement que l'on appelle ! *Antsasan-janka* », ce qui signifie littéralement « moitié d'enfants héritiers ».

Il s'agit ici d'une juxtaposition curieuse de deux actes juridiques : l'adoption et l'affranchissement.

Le maître affranchit l'esclave dans la pensée de devenir l'héritier de la moitié de sa succession. Et, pour cela, il se fait adopter par l'esclave à qui il confère la liberté, de manière à être rangé au nombre des enfants de l'affranchi, vis-à-vis desquels il aura, d'ailleurs, une situation privilégiée, en recueillant la moitié de l'héritage. (Cf. Julien, t. 2, p. 228, n° 375).

L'affranchissement, à Madagascar, peut également se faire par testament.

Les dispositions de dernière volonté ont, de tout temps, été considérées comme sacrées. On croit à l'immortalité de l'âme à Madagascar. Le pire ennemi, une fois mort, devient son ami. Les restes d'un défunt sont sacrés. Il est sacrilège de contrarier la volonté d'un défunt.

Le testament, en droit madécasse, rappelle beaucoup la forme de tester *per damnationem* des Romains. Il contient une formule de malédiction prononcée par le testateur à l'égard de l'héritier, dans le cas où ce dernier n'exécuterait pas les clauses du testament et, notamment, ne libérerait pas les esclaves bénéficiaires de l'affranchissement.

L'affranchissement testamentaire ne nécessite pas une publicité aussi compliquée que l'affranchissement entre vifs. Il suffit que le testament soit fait en présence de représentants du *fokonolona*. La présence

de l'esclave n'est plus exigée. Il n'est pas question de gestes rituels, ni d'explications à donner sur l'affranchissement. Le testateur se borne à dire aux représentants de l'assemblée communale qu'il les convoque pour assister à l'acte testamentaire. La présence de l'héritier désigné n'est pas exigée. Jusqu'à sa mort, le maître reste, d'ailleurs, libre de révoquer l'affranchissement testamentaire.

Nous terminerons ce chapitre par l'examen de l'art. 49 de la Loi de 1881, ou Code des 305 articles :

« Quand un esclave est rendu à la liberté par son maître, s'il se rachète lui-même, ou qu'il soit racheté par ses parents, l'enregistrement doit en être fait dans les Livres du gouvernement, et libérateur et affranchi doivent verser chacun la somme d'un *sikajy*. »

Il n'est plus, ici, question de formes compliquées d'affranchissement. Celui-ci devient une simple formalité administrative.

Quant à la condition de l'affranchi, elle peut donner lieu aux remarques suivantes :

Si l'affranchi était un ancien esclave d'origine noble, il ne retournait pas dans son ancienne caste, mais était rangé dans une caste spéciale, appelée *havan' andriana* (= les cousins des nobles).

Dans le cas où l'affranchissement était conféré à un esclave d'origine roturière, l'affranchi n'avait pas non plus le droit de revenir dans sa caste primitive. Il devait, désormais, faire partie d'une caste particulière, dénommée *zaza-hova* (= enfants *hovas*).

Enfin, si l'affranchi avait, avant l'esclavage, appartenu à la caste *andevo*, il retournait dans sa caste. Il importe de bien préciser ici que le mot *andevo*

n'a pas toujours le sens d'esclave, comme on l'a cru souvent. Ce mot désigne tantôt un esclave, tantôt un homme libre de caste noire, tantôt un affranchi de race africaine. On peut ainsi dire que l'homme libre de caste noire, devenu esclave, puis bénéficiaire d'un affranchissement, retournait normalement à la caste dont il était originaire.

Nous pouvons faire encore une remarque générale relative aux effets de l'affranchissement : il ne crée pas de liens de patronat, n'impose, par lui-même, aucune obligation à l'affranchi envers son ancien maître, à moins que celui-ci n'ait eu soin, par une stipulation spéciale, de faire promettre par son esclave, avant de l'affranchir, certaines prestations.

Dans le cas où, sans avoir reçu de promesse expresse antérieure à l'affranchissement, l'ancien maître exigerait de l'affranchi des prestations, le roi Andrianampoinimerina a prévu une sanction sévère : il assimile au crime de *homan' olompotsy* (ou *anéantisement de la personnalité juridique d'autrui*) toute tentative de réclamation de prestations non promises avant l'affranchissement (3).

(3) Cf. Julien, t. I, p. 314.

CONCLUSION

L'esclavage à Madagascar, dans sa forme essentielle, n'a pas eu, à l'origine, le caractère d'une peine, comme le conçoivent les autres sociétés esclavagistes. Ce fut un fait éminemment social. Mais, plus tard, même à Madagascar, on a fait de l'esclavage une sanction pénale.

En ce qui concerne les pouvoirs du maître sur l'esclavage, on ne saurait affirmer que l'on soit allé jusqu'à reconnaître au maître le droit de vie et de mort.

Il n'est pas, non plus, possible de préciser si la réglementation de l'esclavage par l'organisateur de l'Émyrne, à la fin du 18^e siècle, fut entièrement originale, ou, si, au contraire, elle ne s'inspira pas largement des dispositions antérieures.

Nous avons pu noter aussi la lutte entre la coutume et le droit royal, la coutume cherchant à maintenir la conception primitive d'un esclavage n'ayant pas le caractère d'une pénalité, le droit royal s'efforçant, par contre, d'assimiler l'esclavage à une peine.

Les lois des monarques ont, d'ailleurs, à certaines époques, adouci, elles-mêmes, la condition des esclaves. On n'est pas, cependant, en présence d'une évolution régulière, car, à d'autres moments, les rois reviennent à une rigueur plus grande. La tendance dernière de la législation est d'améliorer la condition civile de l'esclave.

En 1881, le législateur de Madagascar, sous l'influence des missionnaires anglais, décide que l'on ne pourra plus réduire en esclavage un homme libre. Néanmoins, la naissance continue à être une source d'esclavage.

Actuellement, l'esclavage n'existe plus à Madagascar : La loi du 6 août 1896 dans son article unique (Voy. J. O. de Mad., 27 sept. 1896), a déclaré Madagascar colonie française et un arrêté du Résident Laroché du 26 sept. 1896, a proclamé purement et simplement dans son art. 1, que tous les habitants de Madagascar sont personnes libres.

Vu :

Montpellier, le 26 mai 1933.

Le Président de la Thèse

LUCIEN GUENOUN.

Vu :

Montpellier, le 27 mai 1933,

Le Doyen,

G. MORIN,

Vu et permis d'imprimer :

Montpellier le 27 mai 1933

Le Recteur,

TAILLIART,

Petit lexique des mots malgaches contenus dans le présent ouvrage

Remarque pour la prononciation : Autant que faire se pourra, rouler tous les « r » et particulièrement ceux précédés des lettres « nh ». La fin de tous les mots marqués d'un astérique (*) doit se prononcer doucement.

A

ADAORO (prononcer ad' daur), mois de l'année, de l'arabe El Taoûr le Taureau.

ADIJADY (« ad' tzad' ») id, El djadi, le Chevreau.

ADIMIZANA (« ad' misane ») id, El mizân, la Balance.

ADY (« adi * ») procès, litige.

ADIZAOZA (ad' zause) de l'arabe Eldjoûzâ, mois de l'année, les gémeaux.

ALAHASATY (allah' Kauss) id, El goûs. Les 6 Etoiles aussi appelées par les Arabes qilâda.

ALAKARABO (Allah' karab) id, El âqrab, Le Scorpion.

AMPANGAN' ANDEVO (apa' ngan' andhêw), principe de l'irrecevabilité de l'accusation de l'esclave contre son maître.

ANDEVO (andhêw), esclave ; homme libre de caste noire ; affranchi de race africaine.

ANDRIAMASINALONA (Henria masnavaln'), 1675-1710 (?), Roi qui a partagé le royaume entre ses 4 fils.

ANDRIANA (Henri-y'n), noble ; parfois, Souverain.

ANDRIANAMPOINIMERINA (Henria nanpouïnmern), 1794-1810 (?) Roi fondateur de la dernière dynastie.

ANDRIANTOMPOINIMERINA (Henria tounpouïnmern), le fils du Roi Andriamasinavalona qui s'est insurgé contre son père.

ANDRIATSIMITOVIAMINANDRIANDEHIBE (Henriateimtov' amn' henrien' deibé), 1650-1670 (?). Roi contemporain de Flacourt et de François Gauche.

ANDRIAMBELOMASINA (Henrien' beloumassn') 1727 (?), Roi, rendu célèbre par sa tentative d'unifier le royaume morcelé par son grand-père et par sa lutte victorieuse contre l'incursion d'une tribu côtière, dite « sakalave ».

ANDRIAMANELO (Henria' manelw), 1540-1575 (?), le roi, promoteur de l'arme nationale, la lance, aussi appelée « javelot » ou « sagaie », par François Gauche page 11).

ANDROBE (anhroubé) Epilepsie ; (littéralement mal du grand jour).

D

DIDY (dīd), prescriptions (d'une autorité).

F

FADY (faad) sacrilège.

FANJAKANA (fantzackane), royauté.

FILANJANA (filantzane), palanquin, sorte de chaise à 4 porteurs.

FITSIPIKA (fitcipekq), règlements ; règles à suivre.

FOKONOLONA (foucknoul'n'), assemblée des gens.

FOLOALINDAHY (fouloual' ndah) (littéralement les cent mille mâles) ; l'armée.

FATO-DRA : Serment du sang ; parente artificielle.

H

HAGAMAINTY (hagamaintt), nom d'un esclave public, conseiller du roi en 1794-1810.

HAGAFOTSY (Hagafoutçi), id., id.

HASINA (haassn') redevance due au roi en signe de reconnaissance de sa souveraineté.

HAVAN' ANDRIANA (havan' henr'-ynn') ; *anciennement se dit des parents du roi* ; les affranchis nobles, la dernière classe de la Noblesse.

HELOKA (hel' wek), crime.

HOVA (houw) (*mot servant à désigner anciennement la tribu conquérante*) ; la bourgeoisie, la classe roturière.

HOMANA (hou' wmn) anéantir, annihiler, au sens propre et primitif « manger ».

I

IMERINA (Imern') ou Emyrne, le berceau de la Monarchie.

K

KABARY (cabbarh), discours de promulgation des lois.

L

LALANA (lalane) loi.

LAHY HOMAM-BADY (lah' gouman' badi *), délit consistant à vendre son épouse comme esclave.

LEFONA (lefwna *), sorte de lance, arme nationale, appelée aussi « sagaie » par F. Gauche.

LEVENAM-BOLA : (levenam-boul), immunité acquise à raison des services rendus (Voy. Tsimatimanota).

M

MANDRY AMIN' ANDEVO (manr 'yamn' andhéw), crime consistant à avoir une union sexuelle avec une personne esclave.

MANAO VALABE AN' IMERINA (manaouva' labé en Imern'), crime consistant dans la tentative de réduire l'expression. Emyrne en un seul et vaste parc, imagée visant l'union d'un homme avec une femme de caste supérieure à la sienne ; en même temps que l'inceste.

MANANDO-DRAZANA (manandout' raaznn') usurpation d'ascendants (synonyme misando-drazana).

MAMPINONA TAKONA : Administration clandestine du poison de preuve.

MANANIKA ANDRY MALAMA (mananick' anhr' ymalamm'), grimper vainement à une colonne glissante. Expression imagée définissant le crime d'un homme de caste inférieure qui *tente* de s'unir avec une femme de caste supérieure.

MANDRORONA (men rourhn), couler à pic. Expression imagée définissant le crime d'une femme de caste supérieure, qui accepte ou tente d'accepter l'union avec un homme de caste inférieure.

MASINA (NY...) (masshn), Sa Sainteté. Terme employé pour désigner tout monarque décédé qui n'a point été déchu ni détrôné durant son règne. (Voy. Resy). Ny

Masima X... signifie Sa Sainteté X...

MANISOTRA (men i' youstr) esclaves publics, hilotes.

MANENDY (manée' nd') — id. — — id.

MAHERY VINTANA (maër-vi-i-nthna *), (qui a un bon destin), se dit des enfants exposés ayant survécu aux épreuves.

MIANTOKA (mian' twck), se donner comme caution.

MILAFIKA AMPANGA (mlafick' en pang), délit consistant à s'immiscer, sans droit, dans un différend, pour tâcher d'en tirer profit.

MAMOSAVY (mamssaw), compromettre un sacrilège, un acte de sorcellerie, un inceste.

MAMOTSITRA (mam' outçtra *) : libérer, affranchir.

MISINTAKA (msi-ntwka *), préliminaire du divorce et de la répudiation.

O

OLON-KENDRY (ouloun' khé-nhri *), (sens littéral, hommage) ; les Sages, les Diseurs de droit.

OLOMAINTY (oulun' maïntt'), esclaves ; hommes libres de race noire ; hommes libres de race africaine (Voy. an-devo).

OLOMPOTSY (oulun' poutci *), les hommes libres.

OMPY (ounpi *) ou encore Ompikely (lire oun' pickelli *), esclave domestique.

ORIMBATO (ourn' batou *) (sens primitif, un monument en pierre), statut, ensemble de règlements d'une association.

P

PETSA-VAVA (pétç-avavat*), (au sens primitif, bavardage), calomnie.

R

RADAMA II (Radaam'), 1861-1863, roi, auteur du Code du 12 alahasaty 1862, comprenant 50 articles rédigés formes d'Instructions aux Gouverneurs,

RANAVALOMANJAKA Ier (Ravavaln' mantzack), 1828-1861, reine, auteur du premier *Code écrit en caractères latin*, sous forme d'Instructions aux Gouverneurs, du 27 adijady 1828, comprenant 48 articles, d'un Testament politique secret du 14 adizaoza 1835, et d'un codicille complétant ce testament.

RANAVALOMANTAKA II, 1868-1883, reine, auteur du Code dit des 101 articles, du 18 alakarabo (Septembre) 1868, des Instructions aux Sakaizambohitra de 1878, et du dernier Code, dit des 305 articles, promulgué le 1er alakarabo 1881 (29 mars).

RANAVALONA (Ranavaln'), diminutif de Ranaivalomanjaka.

RASOHERIMANJAKA (Rassouher'mentzack), 1863-1868 ; reine, auteur du Code du mardi 26 adaoro (septembre) 1863, comprenant 68 titres ou articles, rédigés sous forme d'Instructions aux Gouverneurs. Ce Code fut précédé d'un Exposé des principes généraux sur les lois en vigueur, sorte de rappel aux règles (Fitipika) à suivre, adressées tant aux magistrats qu'aux justiciables, du mardi 10 adimizana (février) 1863, et comprenant 16 articles.

RASOHERINA (Rassouhern'), diminutif de Rasoherimanjaka.

RANITRA (ra-antr'), façon de vivre en concubinage.

RAFY (rafi*) polygamie.

RAZANA (razwnh), race-caste.

RESY (rhéss), déchu, détrôné (au sens vulgaire, vaincu). —

Un souverain détrôné, ou *Andrian-dresy* (Henrien' rhéss), ne sera pas un Masina (voy. ce mot), il est sacrilège d'évoquer son nom pendant le Kabary législatif. L'exemple le plus typique est fourni par le cas de Radama II, qu'on a détrôné, puis tué le même jour.

RAIAMANDRENY (ra'yam' anhreni*), ascendants, terme de politesse.

S

S. SAKAIZAMBOHITRA (sacka-isi-nbouïtr) (au sens littéral, ami des cités); fonctionnaires administratifs et délégués ryaux dans les provinces.

SANTATRA (sa'anyhrtr'), premières récoltes, ayant pour synonyme Sambasamba (lire sambaçamb).

SIKAJY (sickiatzi*), division de la piastre valant 0 fr. 60 environ.

T

TANINDRANA (tani' inhrn'), les provinciaux (terme parfois péjoratif et signifiant barbares).

TSIARONDAHY (tciè-roun' dah), hilotes.

TSIMATIMANOTA (tcimatt' manouth'), se dit d'une personne qui peut se prévaloir d'une *immunité héréditaire* (opposé à Levenam-bola — voy. ce mot — qui est une immunité acquise).

TSINDRIFE (tci' nhrifé), concubine esclave ou concubine de caste andevo.

TONDROMOLOTRA (thounr' moultr'), signal fait par les lèvres.

TSY NINIANA (tci' nnhièhn), (non intentionnel), se dit des délits ou crimes excusés.

V

VADINTANY (vaadi-ntani*) (au sens littéral, l'époux du sol), magistrats et délégués royaux.

VADIBE (vaadbé), légalis uxor.

VADIKELY (vaadckielli*), quasi uxor.

VADITSINDRANO *ivaad-tci-nhranou**, épouse, qui, à raison de l'infériorité de sa caste, n'a pu être élevée au rang d'une femme mariée en justes noces (sorte de mariage inférieur).

VADY (vaadi*) conjoint.

VAZO (vascu*), concubine.

VAROMATY (varou' matt'), aliénation définitive et irrévocable (du mot « *varotra* » ou vente, et de « *maity* » ou anéanti). (Expression imagée, spécifiant l'*annihilation* totale et parfaite du droit de l'ancien propriétaire de la chose, par le seul fait de la vente. On oppose ce mot à « *Fehivavany* [lire, fé yva' vhnni*], ou vente annulable d'office après un certain délai convenu et moyennant remboursement du prix versé par l'acheteur).

VAVA-VOLA : le principal (dire vav' avouha*).

VIDIN-DOHA (vidi' ndoua*) (littéralement, rachat de la tête),
amende à payer par le condamné à mort qui a
échappé à la peine capitale.

VODYONDRI (voud' younhri*), arrière-train de moutons.

Z

ZANA-BOLA izana-boula*), intérêts.

ZANAK' ANDRANO (zanak' anhranou*), esclave domestique.

ZAZAHOVA (zacahouw), affranchi hova, enfant d'une esclave
et d'un roturier, enfant d'une femme libre de caste
andrevo et d'un roturier.

ZANATSINDRANO (zanatci' nhranou*), enfants issus d'une mé-
salliance avec une vaditsindrano (voy. ce mot).

ZAZA AMIN-BEHIVAVY (zasam' nbeivav), incapables, assimilés à
des enfants (littéralement, « femme avec enfant »).

BIBLIOGRAPHIE

- ACTE GÉNÉRAL DE LA CONFÉRENCE DE BRUXELLES du 2. juillet 1890, chapitre premier, article 8.
- ALIMANAKA MALAGASY. — *Almanachs en lingua malgache*, des années 1870-1878, donnant la correspondance des mois malgaches et des mois européens. Tananarive 1878.
- ANDRÉ (Ed. C.). — *De la condition des esclaves dans la société malgache avant l'occupation française et de l'abolition de l'esclavage*. Thèse de droit, Aix-Marseille, 1899.
- AUDEBERT (J.). — *Die Sklaverei auf Madagaskar*. Vienne, Deutsche Rundschau f. Geogr., janv. et juillet 1883, pp. 149 et 445.
- ATTUBY (Robert). — *Le droit pénal à Madagascar*. Thèse Droit, Paris, 1924.
- BARNARD (Lieut.). — *A three years' cruize in the Mozambique Channel for the suppressions of the slave*. Trade, Londres, 1848.
- BARON. — *Ny Kabary Malagasy* (Discours d'Andrianampoinimerina annoté par l'auteur). In Bulletin Académie Malgache, Tananarive, 1903, n° 1, p. 20.
- BLISS (Miss M. T.). — *The history of a Malagasy slave*. In the Juvenile de janvier 1890, Londres.
- BIBLE. — *Revision comitté's versions*, 1887. London British and Foreign Bible Society, 1913. Texte malgache, traduit directement du grec et de l'hébreu.

- CALLET (R. P.). — *Ny Tantarany ny Andriana* (Histoire des monarques ayant régné en Emyrne), Tananarive, 1872..
- *Deuxième édition*, par les soins de l'Imprimerie officielle, 2 vol., Tananarive, 1908.
- CASTETS (R. P.). — *Lettre du 12 janv. 1897, sur les effets de l'abolition de l'esclavage*. In. Les Missions catholiques, Lyon, 1897, p. 97.
- CLARK (H. E.). — *The ancient idolatry of the Hova*. In Antananarivo Annuar, 1885, p. 78 (Tananarive).
- *The ideas of the malagasy with regard to destiny*. In Antan. Ann., 1886, p. 185 (Tananarive).
- COLOMB (capt. P. H.). — *Slave catching in the Indian Ocean*, 1 vol., p. 295 et 318. Londres, 1873.
- COPER (Anna J.). — *L'attitude de la France à l'égard de l'esclavage pendant la Révolution*. Thèse Lettres, Paris, 1925.
- COUSINS (Rév. W. E.). — *Ny Kabary Malagasy (Les Promulgations orales des lois ; les discours des monarques)*. 1 vol., Tananarive, 1871.
- *The abolition of slavery in Madagascar, with remarks on Malagasy slavery*. Antan. Ann., 1896, p. 446, Tananarive.
- DALLAS (R. C.). — *Malagasy as slaves in Jamaica Tananarive*. In Antan. Ann., 1881, p. 98.
- DAVIDSON (Dr. A.). — *Diksionarim-baiko (dictionnaire des termes techniques employés en malagache)*. Tananarive, 1875.
- ELLIS (Rév. William). — *History of Madagascar*, 2 vol., London, 1838.
- ELWHED (A. A.). — *Théorie sociologique de l'esclavage*. Thèse Lettres, Paris, 1931.
- FLACOURT (comte de). — *Histoire de la Grande Ile de Madagascar*, Paris, 1861.
- *Dictionnaire de la langue madécasse*, Paris, 1658.
- FILAZANA NY RAZAN ANDRIANA. — *Renseignements généalogiques sur les ascendances des nobles*. Brochure anonyme. S. II, Tananarive (antérieure à 1881).

- GAUCHE (François). — *Révélations véritables et curieuses de l'Isle de Madagascar et du Brésil*, Paris, 1651.
- GLOBUS (hebdomadaire illustré). — *Das Reich Hova auf Madagaskar*, tome 43, p. 79. Brundwick, 1883.,
- *Sklaverei und Fanompoana* (ce mot malgache veut dire servitude) *auf Madagascar*, tome 45, p. 269, Brunswick, 1884.
- GOODRICH (Laurence C.). — *France and the slave-trade in Madagascar*. Article paru dans « Anti-Slavery Reporter » sept. 1883, p. 301, Londres.
- GENNEP (Arnold van)(. — *Tabou et totémisme à Madagascar*, Paris, 1904.
- GIRARD. — *Manuel de Droit Romain*. 8^e édition, Paris, 1929.
- GRANDIDIER (G.). — *Bibliographie de Madagascar*, Paris, 1905.
- GRANDIDIER (A.). — *L'affranchissement des Nègres africains à Madagascar*. Bull. Société Géogr., Marseille, 1877, p. 389.
- GRANT (Ch.). — *The malagasy slaves in the Isles de France* (London « History of Mauritius, 1801, p. 75), Londres, 1801.
- ISAN-KERINTAOŃA (Annuaire malgache). — *Ny Tsimatimanota, ny tantaran' i Trimofoloalina* (Trimofoloalina ou l'origine de l'immunité héréditaire). Tananarive, 1877 p. 141.
- *Radama Ier, sy ny miaramilany* (Radama et ses soldats). Tananarive 1878, p. 89.
- JACOB OSCAR. — *Les esclaves publics à Athènes*. Bibliothèque de la Philosophie et des Lettres, fasc. xxxv, 1 vol., Liège, 1928.
- JAMESON (Russell Parsons). — *Montesquieu et l'Esclavage*, Thèse Lettres, Paris, 1911.
- JULIEN (G.). — *Institutions politiques et sociales de Madagascar*. 2 vol., Paris, 1904.
- *Lois et coutumes malgaches. Instructions au sakai-zambohitra*, 1878. — *Code des 305 articles* (1881). — *Règlements des Gouverneurs de l'Imerina* (1889). — 1 vol., Tananarive, 1932.

- JULIEN (G.) et BEAUPREZ. — *L'affranchissement des esclaves à Madagascar*. In *Revue de Madagascar*, octobre 1902, p. 334, Paris.
- JORGENSEN (Rév. S. E.). — *Some popular malagasy superstitions*. In *Antan. Annuar*, 1882, p. 27, Tananarive.
- KEPPEL (George T.). — *Sir R. Farquhar and the slave trade*. In *Antan. Ann.*, 1891, p. 319, Tananarive.
- KINGDON (A.). — *Madagaskara sy ny Masombika (Madagascar et les gens d'au-delà de Mozambique)*. 1 vol., Tananarive, 1878.
- LALANY NY FANJAKANA MADAGASKARA (Ny). — *Les lois du royaume*. 1 vol., Tananarive, 1868.
- LALAN' NY FANJAKANA (*Lois du royaume*). — Presse du Palais, Tananarive, 1881.
- LYAUTEY (Colonel). — *Les olomainty Manendy du cercle d'Ankazobé (caste esclave)*. Article paru dans le *Journal officiel de Madagascar*, 5 août 1897, numéro 758, Tananarive.
- MALZAC (R. P.). — *Les dernières recommandations d'Andrianampoinimerina*. In *Bulletin de l'Académie malgache*, t. I n° 2, année 1902, Tananarive.
- MAUDE (Colonel ; pseudonyme Vazaba). — *Slavery and Fanompoana (ou servitude) in Madagascar*. Londres, *Fortnightly Review* tome 50, 1891, p. 207.
- MONOGRAPHIE DE MADAGASCAR, ou le domaine de Croix Vallon. Brochure anonyme, Paris, 1900.
- MILBERT (J.). — *Voyage pittoresque à l'île de France ; Esclaves Malgaches*, tome 2, p. 164, Paris, 1812.
- MPANOLO-TSAINI (Ny) (Le Conseiller). — *Revue en langue malgache*, tome II, p. 338. — *Ny tenin' Andrianampoinimerina (Ce qu'a dit Andrianampoinimerina)*, Tananarive, 1880.
- NEEDHAM (J. P. C. R.). — *Madagascar slavery and christianity*. Londres, in *Mission Life*, 1883, p. 193.
- PFEIFFER (Mme Ida). — *Voyage à Madagascar*. 1 vol., Paris, 1862.

- PIGNORIA LORENZO. — *Patavini de servis et Eorum apud veteres ministeriis* (Esclavage dans l'antiquité), Amstelodami, 1674.
- PIN (Laurent). — *Instituton du Fokonolona à Madagascar*. Thèse Droit, Poitiers, 1910.
- PIOLET (Rév. P.). — *De l'esclavage à Madagascar*. In « Le Correspondant », 10 février 1896, p. 445, Paris.
- QUENEUIL (Henry). — *De la traite des Noirs*. Thèse Droit, Paris, 1907.
- RABARY (Pasteur). — *Ny daty malaza (Les dates célèbres)*. Tananarive, 1929.
- RENAUD (G.). — *Madagascar : l'esclavage*. In *Revue Géogr. internat.*, août 1885, p. 148, Paris.
- RAMANANTSIALONINA. — *Les différentes castes de Madagascar*. In *Annales de la Sainte Enfance*, Paris, 1879, p. 206.
- RANAVALOMANJAKA II. — *Kabary tao Andohalo 11 Alakaosy 1877 (Proclamations solennelles libérant les esclaves nègres)*, Tananarive, 1877.
- SIBREE (Rév. James). — *Madagascar Bibliography including publications in the malagasy language*. Tananarive, 1885.
- *Malagasy customs and superstitions*. In *Antan. Ann.*, 1899, p. 376, Tananarive.
- *English Missionaries and their relation to slavery in Madagascar*. Londres, « The Nonconformist and Independent Newspaper », 22 mars 1883, p. 85.
- SEWEL (Rév. J. S.). — *Remarks on slavery in Madagascar*, London, 1876.
- VAOVAO FRANTSAY-MALAGASZ (Hebdomadaire en langue malgache). — *Kabary naton-a Radama II rahavao manjaka izy (Les discours de trône de Radama II lors de son avènement)*. Article non signé, paru en 1898, p. 372. Tananarive.
- VIGOUROUX (Louis). — *L'esclavage à Madagascar*. In « Le Monde économique », du 15 févr. 1896, p. 195, Paris.
- WALLON. — *Histoire de l'esclavage dans l'antiquité*, 3 volumes, Paris, 1847.

TABLE DES MATIERES

	Pages
AVERTISSEMENT	7
PRÉAMBULE	10
CHAPITRE PREMIER. — <i>Des sources de l'esclavage</i> ..	11
I. L'esclavage ayant pour cause la naissance	11
II. Condition de l'esclave	62
CHAPITRE II. — <i>Condition de l'esclave</i>	62
CHAPITRE III. — <i>De l'affranchissement</i>	80
CONCLUSIONS	86
PETIT LEXIQUE DES MOTS MALGACHES CONTENUS DANS	
LE PRÉSENT OUVRAGE	88
BIBLIOGRAPHIE	95

ERRATA

Page 36, note 40 *bis* : Cours de Droit administratif du Pr. de Nesme-Desmarets, *au lieu de* : professé en 1850, *lire* en 1930.

Page 41, note 56, *au lieu d'*Afrique, *lire* Attique.

Page 49, note 74, *au lieu de* chronographie, *lire* ethnographie.

Page 59, 2^e paragraphe, *au lieu de* laly, *lire* « lahy ».

Page 88, 8^e paragraphe, *au lieu de* alahasaty, *lire* alakaosy.

Page 86, 2^e paragraphe, *au lieu de* les pouvoirs du maître sur l'esclavage, *lire* : sur l'esclave.

Page 90, 5^e paragraphe, *lire* : « lah' ouman' badi ».

Page 90, 9^e paragraphe, *lire* : crime consistant dans la tentative de réduire l'Emyrne en un seul et vaste parc. Expression imagée visant... etc...

Page 92, 2^e paragraphe, *lire* : Ranavalomanjaka.

